

Directeur ERNEST VAUGHAN

Directeur ERNEST VAUGHAN

Abonnements	De six mois	De un an	En avant
PARIS	20	30	10
DEPARTEMENTS ET ÉTRANGER	24	36	12
ÉTRANGER (COMPTES EN VALEUR)	18	27	10

LES ANNONCES SONT REÇUES : 252 - Rue Montmartre - 149

POUR LA RÉDACTION : S'adresser à M. A. BERTHIER

MASSARIEUX son intérêt ne saut pas perdre : A. M. A. BOUIT, Administrateur

Littéraire, Artistique, Sociale

Téléphone : 102-88

J'ACCUSE...

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Par ÉMILE ZOLA

LETTRE A M. FÉLIX FAURE

Président de la République

Monsieur le Président,

Me permettez-vous, dans ma gratitude pour le bienveillant accueil que vous m'avez fait un jour, d'avoir le souci de votre juste gloire et de vous dire que votre étonnement, jus- qu'ici, est menacé de la plus honteuse, de la plus inefficace des tâches ?

Vous êtes sorti sain et sauf des basses colonnies, vous avez conquis les cours. Vous apparaissez rayonnant dans l'apothéose de cette fête patriotique que l'alliance russe a été pour la France, et vous vous préparez à présider au solennel triomphe de notre Exposition universelle, qui commémore notre grand siècle de travail, de vérité et de liberté. Mais quelle tâche de boue sur votre nom — j'allais dire sur votre règne — que cette abominable affaire Dreyfus ! Un conseil de guerre vient, par ordre, d'oser acquiescer à l'Esté- rhazi, souflet suprême à toute vérité, à toute justice. Et c'est fini, la France a sur la joue cette souillure, l'histoire écrira que c'est sous votre présidence qu'un tel crime social a été commis.

Puisqu'ils ont osé, j'oserai aussi, moi. La vérité, je la dirai, car j'ai promis de la dire, si la justice, régulièrement saisie, ne la faisait pas, pleine et entière. Mon devoir est de parler, je ne veux pas être complice. Mes nuits seraient hantées par le spectre de l'innocent qui expie là-bas, dans la plus affreuse des tortures, un crime qu'il n'a pas commis.

Et c'est à vous, monsieur le Président, que je la crierais, cette vérité, de toute la force de ma révolte d'honnête homme. Pour votre honneur, je suis convaincu que vous l'honorez. Et à qui donc dénoncerai-je la tourbe maléfaisante des vrais coupables, si ce n'est à vous, le premier magistrat du pays ?

La vérité d'abord sur les procès et sur la condamnation de Dreyfus.

Un homme n'est à tout mené, à tout fait, que le colonel du Paty de Clam, alors simple commandant. Il est l'affaire Dreyfus tout entière, on ne la connaît que lorsqu'une enquête loyale aura établi nettement ses actes et ses responsabilités. Il apparaît comme l'esprit le plus fumeux, le plus compliqué, hanté d'intrigues romanesques, se complaisant aux moyens des romans-feuilletons, les papiers volés, les lettres anonymes, les rendez-vous dans les endroits déserts, les femmes mystérieuses qui corrompent, de nuit, des preuves accablantes. C'est lui qui imagina de dicter le bordereau à Dreyfus ; c'est lui qui rêva de l'étudier dans une pièce entièrement revêtue de glaces. C'est lui que le commandant Forzetti nous représente armé d'une lanterne sourde, voulant se faire introduire près de l'accusé endormi, pour projeter sur son visage un brusque flot de lumière et surprendre ainsi son crime, dans l'obscurité du réveil. Et je n'ai pas à tout dire, qu'on cherche, on le trouvera. Je déclare simplement que le commandant du Paty de Clam, chargé d'instruire l'affaire Dreyfus, comme officier judiciaire, est, dans l'ordre des dates et des responsabilités, le premier coupable de l'effroyable erreur judiciaire qui a été commise.

Le bordereau était depuis quelque temps déjà entre les mains du colonel Sandherr, directeur du bureau des renseignements, mort depuis de paralyse générale. Des « fautes » avaient lieu, des papiers disparaissaient, comme il en disparait aujourd'hui encore ; et l'auteur du bordereau était recherché, lorsqu'un a priori se fit peu à peu que cet auteur ne pouvait être qu'un officier de l'état-major, et un officier d'artillerie : double erreur manifeste, qui montre avec quel esprit superficiel on avait étudié ce bordereau, car un examen raisonné démontre qu'il ne pouvait s'agir que d'un officier de troupe. On cherchait donc dans la maison, on examinait les écritures, c'était comme une affaire de famille, un traitre à surprendre dans les bureaux mêmes, pour l'en expulser. Et, sans que je veuille refaire ici une histoire connue en partie, le commandant du Paty de Clam entre en scène, dès qu'un premier soupçon tombe sur Dreyfus. À partir de ce moment, c'est lui qui a inventé Dreyfus, l'affaire devient son affaire, il se fait fort de confondre le traitre, de l'amener à des aveux complets. Il y a bien le ministre de la guerre, le général Mercier, dont l'intelligence semble médiocre ; il y a bien le chef de l'état-major, le général de Boisdeffre, qui paraît avoir été séduit à sa passion cléricalle, et le sous-chef de l'état-major, le général Gonse, dont la conscience a pu s'accoutumer de beaucoup de choses. Mais, au fond, il n'y a d'abord que le commandant du Paty de Clam, qui lui-même tous, qui les hypnotise, car il est un chef de spiritisme, d'occultisme, il converse avec les esprits. On ne croira jamais les expériences auxquelles il a soumis le malheureux Dreyfus, les pièges dans lesquels il a voulu le faire tomber, les enquêtes folles, les imaginations monstrueuses, toute une démente tourterelle.

Ah ! cette première affaire, elle est un cancheur, pour qui le conseil dans ses détails va ! Le commandant du Paty de Clam arrête Dreyfus, le met au secret. Il court chez madame Dreyfus, la terrorise, lui dit que, si elle parle, son mari est perdu. Pendant ce temps, le malheureux s'arrachait la chair, hurlait son innocence. Et l'instruction a été faite ainsi, comme dans une chronique du quinzième siècle, au milieu du mystère, avec une complication d'expéditions farouches, tout cela basé sur une seule charge enfaite, ce bordereau imbécile, qui n'était pas seulement une trahison vulgaire, qui était aussi la plus impudente des compromesses, car les fameux secrets livrés se trouvaient presque tous sans valeur. Si j'insiste, c'est que l'ont est ici, d'où va sortir plus tard le vrai crime, l'épouvantable déni de justice dont la France est malade. Je voudrais faire toucher du doigt comment l'erreur judiciaire a pu être possible, comment elle est née des machinations du commandant du Paty de Clam, comment le général Mercier, les généraux de Boisdeffre et Gonse ont pu s'y laisser prendre, engager peu à peu leur responsabilité dans cette erreur, qu'ils ont cru devoir, plus tard, imposer comme la vérité sainte, une vérité qui ne se discute même pas. Au début, il n'y a donc de leur part que de l'incertitude et de l'intelligence. Tout au plus, les sent-on céder aux passions religieuses du milieu et aux préjugés de l'esprit de corps. Ils ont laissé faire la sottise.

Mais voici Dreyfus devant le conseil de guerre. Le huis clos le plus absolu est exigé. Un traitre aurait ouvert la frontière à l'ennemi, pour conduire l'empereur allemand jusqu'à Notre-Dame, qu'on ne prendrait pas des mesures de silence et de mystère plus étroites. La nation est frappée de stupeur, on chuchote des faits terribles, de ces trahisons monstrueuses qui indignent l'histoire, et naturellement la nation s'indigne. Il n'y a pas de châtiment assez sévère, elle applaudit à la dégradation publique, elle voudra que le coupable reste sur son rocher d'infamie, dévoré par les remords.

Est-ce donc vrai, les choses indicibles, les choses dangereuses, capables de mettre l'Europe en flammes, qu'on a dû entrer soigneusement derrière ce huis clos ? Non ! il n'y a eu, derrière, que les imaginations romanesques et démentes du commandant du Paty de Clam. Tout cela n'a été fait que pour cacher le plus sangreux des romans-feuilletons. Et il suffit, pour s'en assurer, d'étudier attentivement l'acte d'accusation lu devant le conseil de guerre.

Ah ! le dénuement de cet acte d'accusation ! Qu'un homme ait pu être condamné sur cet acte, c'est un prodige d'iniquité. Je défie les honnêtes gens de le lire, sans que leur cœur bondisse d'indignation et leur cœur révolte, en pensant à l'expiation démesurée, là-bas, à l'île du Diable. Dreyfus est plusieurs langues, crime ; on n'a trouvé chez lui aucun papier compromettant, crime ; il y a parfois dans son pays d'origine, crime ; il est laborieux, il a le souci de tout savoir, crime ; il ne se trouble pas, crime ; il se trouble, crime. Et les naïvetés de rédaction, les formelles assertions dans le vide ! On nous avait parlé de quatorze chefs d'accusation : nous n'en trouvons qu'une seule en fin de compte, celle du bordereau ; et nous apprenons, même que les experts n'étaient pas d'accord, qu'un d'eux, M. Gobert, a été bousculé militairement, parce qu'il se permettait de ne pas conclure dans le sens désiré. On parlait aussi de vingt-trois officiers qui étaient venus accabler Dreyfus de leurs témoignages. Nous ignorons encore leurs interrogatoires, mais il est certain que tous ne l'avaient pas chargé ; et il est à remarquer, en outre, que tous appartenaient aux bureaux de la guerre. C'est un procès de famille, on est là entre soi, et il faut se souvenir : l'état-major a voulu le procès. Là jugé, et il vient de le juger une seconde fois.

Donc, il ne restait que le bordereau, sur lequel les experts ne s'étaient pas entendus. On raconte que, dans la chambre du conseil, les juges allaient naturellement acquiescer. Et, dès lors, comme l'on comprend l'obstination désespérée avec laquelle, pour justifier la condamnation, on affirme aujourd'hui l'existence d'une pièce secrète, accablante, la pièce qu'on ne peut montrer, qui légitime tout, devant laquelle nous devons nous incliner, le bon dieu invisible et inconnaissable. Je la nie, cette pièce, je la nie de toute ma puissance ! Une pièce ridicule, oui, peut-être la pièce où il est question de petites femmes, et où il est parlé d'un certain D... qui devient trop exigeant, quelque mari sans doute trouvant qu'on ne lui payait pas sa femme assez cher. Mais une pièce infamant la défense nationale, qu'on ne saurait produire sans que la guerre fût déclarée demain, non ! C'est un mensonge ; et cela est d'autant plus odieux et cynique qu'il ment impunément sans qu'on puisse les lui reprocher. Ils amoient la France, ils se cachent derrière sa légitime fonction, ils ferment les bouches en troublant les cœurs, en pervertissant les esprits. Je ne connais pas de plus grand crime civique.

Voilà donc, monsieur le Président, les faits qui expliquent comment une erreur judiciaire a pu être commise, quelle nous devons nous incliner, le bon dieu invisible et inconnaissable. Je la nie, cette pièce, je la nie de toute ma puissance ! Une pièce ridicule, oui, peut-être la pièce où il est question de petites femmes, et où il est parlé d'un certain D... qui devient trop exigeant, quelque mari sans doute trouvant qu'on ne lui payait pas sa femme assez cher. Mais une pièce infamant la défense nationale, qu'on ne saurait produire sans que la guerre fût déclarée demain, non ! C'est un mensonge ; et cela est d'autant plus odieux et cynique qu'il ment impunément sans qu'on puisse les lui reprocher. Ils amoient la France, ils se cachent derrière sa légitime fonction, ils ferment les bouches en troublant les cœurs, en pervertissant les esprits. Je ne connais pas de plus grand crime civique.

profondément, s'inquiètent, cherchent, finissent par se convaincre de l'innocence de Dreyfus.

Je ne ferai pas l'historique des doutes, puis de la conviction de M. Scheurer-Kestner. Mais, pendant qu'il fouillait de son côté, il se passait des faits graves à l'état-major même. Le colonel Sandherr était mort, et le lieutenant-colonel Picquart lui avait succédé comme chef du bureau des renseignements. Et c'est à ce titre, dans l'exercice de ses fonctions, que ce dernier eut un jour entre les mains une lettre-télégramme, adressée au commandant Esté rhazi, par un agent d'une puissance étrangère. Son devoir strict était d'ouvrir une enquête. La certitude est qu'il n'a jamais agi en dehors de la volonté de ses supérieurs. Il soumit donc ses soupçons à ses supérieurs hiérarchiques, le général Gonse, puis le général de Boisdeffre, puis le général Billot, qui avait succédé au général Mercier comme ministre de la guerre. Le fameux dossier Picquart, dont il a été tant parlé, n'a jamais été que le dossier Billot. On nous avait fait par un subordonné pour son ministre, le dossier qui doit exister encore au ministère de la guerre. Les recherches durèrent de mai à septembre 1896, et ce qui fut affirmé bien haut, c'est que le général Gonse était convaincu de la culpabilité d'Esté rhazi, c'est que le général de Boisdeffre et le général Billot ne mettaient pas en doute que le fameux bordereau fût de l'écriture d'Esté rhazi. L'enquête du lieutenant-colonel Picquart avait abouti à cette constatation certaine. Mais l'émoi était grand, car la condamnation d'Esté rhazi entraînait inévitablement la révision du procès Dreyfus ; et c'était ce que l'état-major ne voulait à aucun prix.

Il dut y avoir là une minute psychologique pleine d'angoisse. Remarque que le général Billot n'était compromis dans rien, il arrivait tout frais, il pouvait faire la vérité. Il n'osa pas, dans la terreur sans doute de l'opinion publique, certainement aussi dans la crainte de livrer tout l'état-major, le général de Boisdeffre, le général Gonse, sans compter les sous-ordres. Puis, ce ne fut là qu'une minute de combat entre sa conscience et ce qu'il croyait être l'intérêt militaire. Quand cette minute fut passée, il était déjà trop tard. Il s'était engagé, il était compromis. Et, depuis lors, sa responsabilité n'a fait que grandir, il a pris à sa charge le crime des autres, il est aussi coupable qu'eux, car il a été le maître de faire justice, et il n'a rien fait. Comprenez-vous cela ? Voilà un que le général Billot, que les généraux de Boisdeffre et Gonse savent que Dreyfus est innocent, et ils ont gardé pour eux cette effroyable chose. Et ces gens-là dorment, et ils ont des femmes et des enfants qu'ils aiment !

Le colonel Picquart avait rempli son devoir d'honnête homme. Il insistait à maintes reprises sur l'innocence de la justice. Il les suppliait même, il leur disait combien leurs doutes étaient impolitiques devant le terrible orage qui s'amonnait, qui devait éclater, lorsque la vérité serait connue. Ce fut, plus tard, le langage que M. Scheurer-Kestner tint également au général Billot. L'ajourné par patriotisme de prendre en main l'affaire, de ne pas la laisser s'aggraver, au point de devenir un désastre public. Non ! le crime était commis, l'état-major ne pouvait plus avouer son crime. Et le lieutenant-colonel Picquart fut envoyé en mission, on l'éloigna de plus loin en plus loin, jusqu'en Tunisie, où l'on voulait même un jour honorer en bravoure, et chargé d'une mission qui l'aurait fait sûrement massacrer, dans les parages où le marquis de Morès a trouvé la mort. Il n'était pas en disgrâce, le général Gonse entretenait

avec lui une correspondance amicale. Seulement, il est des secrets qu'il ne faut pas avoir surpris.

À Paris, la vérité marchait, irrésistible, et l'on sait de quelle façon l'orage attendu éclata. M. Mathieu Dreyfus dénonça le commandant Esté rhazi comme le véritable auteur du bordereau, au moment où M. Scheurer-Kestner allait déposer, entre les mains du garde des sceaux, une demande en révision du procès. Et c'est ici que le commandant Esté rhazi parut. Des témoignages le montrèrent d'abord affolé, prêt au suicide ou à la fuite. Puis, tout d'un coup, il paye d'audace, il étouffe Paris par la violence de son attitude. C'est que du secours lui était venu, il avait reçu de quelle façon l'avertissant des menées de ses ennemis, une dame mystérieuse s'était même dérangée de nuit pour lui remettre une pièce volée à l'état-major, qui devait le sauver. Et je ne puis m'empêcher de retrouver là le lieutenant-colonel du Paty de Clam, en reconnaissant les expédients de son imagination fertile. Son œuvre, la culpabilité de Dreyfus, était en péril, et il a voulu sûrement défendre son œuvre. La révision du procès, mais c'était l'écrasement du roman-feuilleton si extravagant, si tragique, dont le dénouement abominable a lieu à l'île du Diable ! C'est ce qu'il ne pouvait permettre. Des lors, le duel va avoir lieu entre le lieutenant-colonel Picquart et le lieutenant-colonel du Paty de Clam, l'un le visage découvert, l'autre masqué. On les retrouvera prochainement tous deux devant la justice civile. Au fond, c'est toujours l'état-major qui se défend, qui ne veut pas avouer son crime, dont l'abomination grandit d'heure en heure.

On s'est demandé avec stupéur quels étaient les protecteurs du commandant Esté rhazi. C'est d'abord, dans l'ombre, le lieutenant-colonel du Paty de Clam qui a tout machiné, qui a tout conduit. Sa main se trahit aux moyens sangrènes. Puis, c'est le général de Boisdeffre, c'est le général Gonse, c'est le général Billot lui-même, qui sont bien obligés de faire acquiescer le commandant, puisqu'ils ne peuvent laisser reconnaître l'innocence de Dreyfus, sans que les bureaux du gouvernement républicain soient obligés de le reconnaître. Encore une fois, il ne peut revenir innocent, sans que tout l'état-major soit coupable. Aussi les bureaux, par tous les moyens imaginables, par des campagnes de presse, par des communications, par des influences, n'ont-ils converti Esté rhazi que pour perdre une seconde fois Dreyfus. Ah ! quel coup de balai le gouvernement républicain devrait donner dans cette jeunesse, ainsi que les appelle le général Billot lui-même ! Où est-il, le ministre vraiment fort et d'un patriotisme sage, qui osera tout y refondre et tout y renoueler ? Que de gens je connais qui, devant une guerre possible, tremblent d'angoisse, en s'en allant dans quelque mansuète défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de comérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie ! On s'épouvante devant le jour terrible qui vient d'y jeter l'affaire Dreyfus, ce sacrifice humain d'un malheureux, on s'en va dans quelque mansuète défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de comérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie ! On s'épouvante devant le jour terrible qui vient d'y jeter l'affaire Dreyfus, ce sacrifice humain d'un malheureux, on s'en va dans quelque mansuète défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de comérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie !

Comment a-t-on pu espérer qu'un conseil de guerre déferait ce qu'un conseil de guerre avait fait ? Je ne puis même pas da choisir tous jours possible des juges. L'idée supérieure de discipline, qui est dans le sang de ces soldats, ne suffit-elle à faire leur leur pouvoir même d'équité ? Qui dit discipline dit obéissance. Lorsque le ministre de la guerre, le grand chef, a établi publiquement, aux acclamations de la représentation nationale, l'autorité absolue de la chose jugée, vous voulez qu'un conseil de guerre lui donne un formel démenti ? Hiérarchie, cela est impossible. Le général Billot a suggéré les juges par sa déclaration, et ils ont jugé comme ils doivent aller en fait, sans raisonner. L'opinion préconçue qu'ils ont apportée sur leur siège est évidemment celle-ci : « Dreyfus a été condamné pour crime de trahison par un conseil de guerre ; il est donc coupable, et nous, conseil de guerre, nous ne pouvons le déclarer innocent ; ou nous savons que reconnaître la culpabilité d'Esté rhazi, ce serait proclamer l'innocence de Dreyfus. » Rien ne pouvait les faire sortir de là.

Il ont rendu une sentence inique qui à jamais passera sur nos conseils de guerre, qui entachera désormais de suspicion tous leurs arrêts. Le premier conseil de guerre a pu être intelligemment, le second est forcément criminel. Son excuse, je le répète, est que le chef suprême avait parlé, déclarant la chose jugée inattaquable, sainte et supérieure aux hommes, de sorte que des inférieurs ne pouvaient dire le contraire. On nous parle de l'honneur de l'armée, on veut que nous l'aimions, que nous la respections. Ah ! certes, oui, l'armée qui se leverait à la première menace, qui défendrait la terre française, elle est tout le peuple et nous n'avons pour elle que tendresse et respect. Mais il ne s'agit pas d'elle, dans nous voulons justement la dignité, dans notre besoin de justice. Il s'agit du maître, le maître qu'on nous donne ou s'abaisse peut-être. Et baisser dévotement la poignée du sabre, le dieu, non !

Je l'ai démenté d'autre part : l'affaire Dreyfus était l'affaire des bureaux de la guerre, un officier de l'état-major, dénoncé par ses camarades de l'état-major, condamné sous la pression des chefs de l'état-major. Encore une fois, il ne peut revenir innocent, sans que tout l'état-major soit coupable. Aussi les bureaux, par tous les moyens imaginables, par des campagnes de presse, par des communications, par des influences, n'ont-ils converti Esté rhazi que pour perdre une seconde fois Dreyfus. Ah ! quel coup de balai le gouvernement républicain devrait donner dans cette jeunesse, ainsi que les appelle le général Billot lui-même ! Où est-il, le ministre vraiment fort et d'un patriotisme sage, qui osera tout y refondre et tout y renoueler ? Que de gens je connais qui, devant une guerre possible, tremblent d'angoisse, en s'en allant dans quelque mansuète défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de comérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie ! On s'épouvante devant le jour terrible qui vient d'y jeter l'affaire Dreyfus, ce sacrifice humain d'un malheureux, on s'en va dans quelque mansuète défense nationale ! et quel nid de basses intrigues, de comérages et de dilapidations, est devenu cet asile sacré, où se décide le sort de la patrie !

Emilio Zola
Yo Acuso
La verdad en marcha

Índice

Página

Nota sobre el caso Dreyfus 1

Prólogo 3

Monsieur Scheurer-Kestner 4

La cofradía 4

El juicio 6

Carta a la juventud 9

Carta a Francia 13

Yo acuso. Carta a Monsieur Félix Faure, presidente de la República 18

Declaración ante el jurado 25

Carta a Monsieur Brisson, presidente del Consejo de Ministros 29

Justicia 31

El quinto acto 34

Carta a la esposa de Alfred Dreyfus 34

Carta al Senado 35

Carta a Monsieur Loubet, presidente de la República 38

Nota sobre el caso Dreyfus

En 1894, los servicios de contraespionaje (Service de Renseignements) del Ministerio de la Guerra francés interceptan un documento dirigido al agregado militar alemán en París, Schwartzkoppen, en el que se menciona en nota manuscrita el anuncio del envío de informaciones concretas sobre las características del nuevo material de artillería francés. El riesgo de escándalo es más preocupante que la propia filtración; había, pues,

que encontrar a un culpable. Basándose en el escrito, los expertos comparan letras de los oficiales del Estado Mayor y concluyen que el capitán Alfred Dreyfus, de treinta y cinco años, judío y alsaciano, es su autor. El 15 de octubre de ese año Dreyfus es arrestado, juzgado por un consejo de guerra y declarado culpable de alta traición. Pese a las declaraciones de inocencia del acusado (declaraciones que no se hacen públicas), se condena a Dreyfus a la degradación militar (enero de 1895) y a cumplir cadena perpetua en la isla del Diablo, en la Guayana francesa. Durante el juicio, el general Mercier, ministro de la Guerra, expresa sus convicciones a la prensa y comunica

al tribunal que existen pruebas «abrumadoras» de la culpabilidad de Dreyfus, pruebas que no puede mostrar porque pondrían en peligro la seguridad de la nación. Hasta ese momento, nadie duda de la existencia de dichas pruebas. Únicamente la familia de Dreyfus, convencida de su inocencia, habla de error judicial y busca apoyos entre los políticos y la prensa para conseguir la revisión del juicio.

En marzo de 1896, el nuevo responsable del Service de Renseignements, el coronel Picquart, descubre un telegrama dirigido por el agregado militar alemán Schwartzkoppen a un oficial francés de origen húngaro, el comandante Esterhazy; el telegrama no deja dudas de que este último es el informador de Schwartzkoppen en el Estado Mayor francés. La letra de Esterhazy, que se parece a la de Dreyfus, es, sorprendentemente, muy similar a la del famoso escrito. Picquart informa a sus

superiores y expresa su convicción de que fue un error atribuir el escrito a Dreyfus. El Estado Mayor destina a Picquart a la frontera del este y, posteriormente, a Túnez. Los tribunales militares, dominados por camarillas de extrema derecha y antisemitas, se niegan a revisar el caso Dreyfus y tratan de sofocar el escándalo, pero no logran evitar que algunos rumores alerten a personalidades de la izquierda.

En 1897 -con la ayuda del periodista Bernard Lazare, del senador Scheurer-Kestner y del diputado Joseph Reinach-, Mathieu Dreyfus, hermano de Alfred, promueve una campaña en Le Figaro para exigir que se investigue a Esterhazy y se revise el juicio de 1894. La extrema derecha reacciona de inmediato. Indignado, Émile Zola, próximo a la izquierda radical y a grupos socialistas, entra en liza. La campaña de Le Figaro rompe la conspiración de silencio.

En diciembre de 1897, Esterhazy, cuya letra es idéntica a la de los facsimiles del escrito que la prensa ha reproducido, es inculcado y comparece ante un tribunal militar;

contra todo pronóstico, los jueces lo absuelven en enero de 1898, al tiempo que el presidente del Consejo de Ministros, Méline, rechaza la revisión del caso Dreyfus: «El caso Dreyfus no existe». Zola, consciente de los riesgos que corre, plantea la cuestión ante la opinión pública en su célebre carta al presidente de la República, titulada «Yo acuso» y publicada el 13 de enero en L'Aurore. Ese mismo día, la policía detiene al teniente coronel Picquart. La polémica enardece al país y se desencadenan las hostilidades

entre la derecha militarista y la izquierda socialista o radical, entre las corrientes nacionalistas antisemitas y los defensores del Derecho, entre el integrismo católico y los adalides del libre pensamiento. Lluven insultos y críticas sobre Zola. En estas circunstancias, aparece, ya en su sentido moderno, la expresión «los intelectuales»,

que emplearon los antidreyfusards (Barrès, Drumont, Leon Daudet, Pierre Loti, Jules Verne...) contra los dreifusards (Zola, Gide, Proust, Péguy, Mirbeau, Anatole France, Jarry, Claude Monet...).

Del 7 al 23 de febrero de 1898, Zola, amenazado de muerte por los grupos de extrema derecha, comparece ante un tribunal, acusado de difamar a los oficiales y personalidades que había denunciado en su «Yo acuso». Se le declara culpable y se le condena a un año de cárcel, a pagar tres mil francos de multa y se le despoja de la Legión de Honor. Tras recurrir la sentencia, el tribunal de instancia vuelve a condenarle,

esta vez, sin embargo, en rebeldía, pues Zola, temiendo por su vida, se ha exiliado en Inglaterra. Semanas después de este segundo juicio, se confirma que el documento que se utilizó para comprometer a Dreyfus en el juicio de 1894 era falso; lo había confeccionado

un oficial del Service de Renseignements, el coronel Henry, quien confiesa su culpabilidad el 30 de agosto y el 31 se suicida en la cárcel. El Tribunal Supremo, que había empezado a revisar el expediente Dreyfus en junio, ordenó la revisión del caso. Zola, pese a la confirmación de la sentencia condenatoria, regresa de su exilio en junio de 1899; el Gobierno renuncia a tomar medidas contra él. Entre agosto y septiembre de ese año, Dreyfus, trasladado a Francia, se somete a un segundo juicio y de nuevo le condenan los tribunales militares, que no acceden a reconocer el error judicial que se cometió en 1894; el 19 de septiembre, el presidente de la República, Loubet, indulta a Dreyfus. Puesto en libertad, gran parte de la opinión pública considera que debe, además, reconocerse su inocencia. Hasta el 12 de julio de 1906 no obtendrá Dreyfus la rehabilitación en el ejército. Cuatro años antes, la noche del 28 al 29 de septiem bre de

1902, de regreso a París tras sus vacaciones en Médan, Emilio Zola muere asfixiado en su casa, debido a las exhalaciones de una chimenea. Desde 1898, Zola había recibido numerosas amenazas de muerte, pero este «caso» nunca llegó a esclarecerse. Dreyfus, por su parte, falleció en 1935 ocupando un alto cargo oficial. Quedaron dudas sobre su inocencia hasta la publicación de los Carnets de Schwartzkoppen en 1930: Dreyfus inocente, Esterhazy culpable.

Yo Acuso. La Verdad en marcha

Prólogo

He juzgado necesario recoger en este volumen los artículos que fui publicando sobre el caso Dreyfus durante un periodo de tres años, de diciembre de 1897 a diciembre de 1900,

a medida que se desarrollaban los acontecimientos. Un escritor que ha emitido juicios y ha tomado responsabilidades en un caso de tanta gravedad y tanto alcance tiene el deber de poner a la vista del público el conjunto de su actuación, los documentos auténticos, los

únicos que podrán servir para juzgarle. Y si ese escritor no fuese tratado hoy con justicia,

podrá entonces esperar en paz, pues el porvenir dispondrá de toda la información que deberá bastar algún día para sacar a la luz la verdad.

No obstante, no me he apresurado a publicar este volumen. Quería, en primer lugar, que el expediente buera completo, que hubie se concluido un periodo concreto del caso; he tenido que esperar, pues, que la ley de amnistía concluyera un periodo que puede considerarse, al menos por el momento, como final. En segundo lugar, me repugnaba enormemente la idea de que se pudiera creer que buscaba publicidad o que me movía el afán de lucro en una cuestión de lucha social de la que el profesional de las letras no quería en absoluto beneficiarse. He rechazado todas las ofertas, no he escrito sobre ello ni

novelas ni obras de teatro. Tal vez así logre que por lo menos no me acusen de haber sacado

dinero de esta historia tan desgarradora que ha trastornado a toda la humanidad.

Pretendo utilizar más tarde, en dos obras, las notas que tomé. En una, con el título de «Impresiones de audiencias», quisiera contar los juicios a los que se me sometió, decir todas las cosas monstruosas y describir los extraños personajes que desfilaron ante mí, en

París y en Versalles. En otra, con el título de «Páginas de exilio», planeo narrar los once meses que pasé en Inglaterra, los trágicos ecos que despertaban en mí cada noticia desastrosa que me llegaba de Francia, todo lo que evoqué -hechos y personas- cuando me

hallaba lejos de mi tierra, en la completa soledad que me envolvía. Pero no son más que deseos, proyectos, y no me extrañaría que las circunstancias y la vida me impidiesen llevarlos a cabo.

Por otra parte, eso no sería una historia del caso Dreyfus, porque tengo el convencimiento de que ahora, en medio de las pasiones desatadas, sin los documentos que todavía faltan, no se puede escribir esa historia. Habrá que dejar pasar el tiempo, habrá que realizar primero un estudio imparcial de los documentos que formarán parte del inmenso expediente. Y yo sólo quiero aportar mi contribución a ese expediente, decir

lo que supe, lo que vi y oí en la parte del caso en que tuve ocasión de participar.

Por el momento, me contento con reunir en este volumen los artículos ya publicados.

Por supuesto, no he cambiado ni una sola palabra, los he dejado con sus repeticiones, con esa forma áspera y descuidada propia de las páginas escritas las más de las veces aprisa y corriendo, en momentos de pasión. Sin embargo, he considerado necesario acompañarlos de falsos títulos y de pequeños comentarios en los que doy algunas explicaciones imprescindibles para dar cierta coherencia al conjunto, remitiendo los artículos a las circunstancias que me llevaron a escribirlos. De este modo, queda establecido el orden cronológico; cada artículo ocupa su lugar en las grandes convulsiones del caso, y el conjunto, en su lógica interna, cobra coherencia, a pesar de los prolongados silencios en que me sumí.

Repito, pues, que estos artículos no son sino una contribución al expediente sobre el caso Dreyfus, algunos de los documentos de mi acción personal cuya recopilación quiero dedicar a la Historia, a la justicia de mañana.

Emilio Zola

París, 1 de febrero de 1901

Monsieur Scheurer-Kestner

Este artículo apareció en Le Figaro el 25 de noviembre de 1897.

En 1894, en el momento en que se inició el caso Dreyfus, yo estaba en Roma, y no regresé a Francia hasta el 15 de diciembre de ese año. Como es natural, apenas leía periódicos franceses. Eso explica mi ignorancia y cierta indiferencia que durante mucho

tiempo me inspiró este caso. Hasta noviembre de 1897, al regresar del campo, no comencé a apasionarme, y ello debido a unas circunstancias que me permitieron conocer

los hechos y algunos documentos posteriormente publicados que bastaron para que mi convicción se volviera absoluta e inquebrantable.

Se observará, no obstante, que, en primer lugar, el profesional, el novelista, se sintió sobre todo seducido, exaltado, por el drama. Y que la piedad, la fe, el anhelo de verdad y de justicia, vinieron después.

[...] El proyecto de Monsieur Scheurer-Kestner, al tiempo que cumplía su misión, era desaparecer. Había resuelto decir al Gobierno: «Esto es lo que hay. Tomen cartas en el asunto, atribúyanse el mérito de ser justos enmendando un error. Todo acto de justicia conlleva al final un triunfo». Ciertas circunstancias, a las que no quiero referirme, hicieron que no se le escuchase.

A partir de ese momento, comenzó para él el calvario que padece desde hace semanas. [...]

Imagino que en el altivo silencio de Monsieur Scheurer-Kestner subyace también el deseo de confiar en que cada cual hará su examen de conciencia antes de actuar. Cuando habló de ese deber que, incluso al ver arruinadas su elevada posición, su fortuna y su felicidad, le exigía ha cer resplandecer la verdad tan pronto la supo, pronunció esta admirable frase: «Si no, no hubiera podido vivir». Pues bien, eso han de decirse todas las

personas honradas que se han visto involucradas en este caso: que no podrían vivir si no hicieran justicia.

Y si las razones políticas provocaran un retraso de la justicia, sería un nuevo error que no haría más que entorpecer el inevitable desenlace, agravándolo aún más.

La verdad está en marcha y nada la detendrá.

La cofradía

Las siguientes páginas vieron la luz en Le Figaro el 1 de diciembre de 1897. Tenía ya entonces la intención de publicar en ese periódico una serie de artículos sobre el caso Dreyfus, toda una campaña, a medida que se desarrollaran los acontecimientos. Durante un paseo, me encontré por casualidad con el director de ese periódico, Monsieur Fernand de Rodays. Estuvimos hablando, con cierta pasión, en plena calle, y eso me decidió de pronto a ofrecerle algunos artículos, pues advertí que comulgaba con mis ideas. Así, sin premeditación alguna, me comprometí. Añado, por otra parte, que iba a ponerme a hablar en cualquier momento, porque me resultaba imposible callar. Y no debe olvidarse el vigor con que Le Figaro comenzo y, sobre todo, acabó encauzando la lucha que convenía entablar.

Todos conocemos su origen. Es de una bajeza y una necedad simplista dignas de quienes concibieron su existencia.

Un consejo de guerra condena al capitán Dreyfus por delito de traición. A partir de ahí, éste se convierte en un traidor; ya no es un hombre, sino una abstracción que encarna la idea de la patria degollada, entregada al enemigo vencedor. No sólo representa la traición

presente y futura, sino también la traición pasada, y le endosan la vieja derrota, porque están obsesionados con la idea de que sólo la traición pudo haber hecho que nos vencieran. Ya tenemos al hombre perverso, la figura abominable, la vergüenza del ejército, el malvado

que vende a sus hermanos igual que Judas vendió a su Dios. Y como es judío, ¡qué sencillo!, los judíos -que son ricos y poderosos, y que además carecen de patria- se pondrán a trabajar soterradamente con sus millones para sacarlo del apuro, comprando conciencias, comprometiendo a Francia en un execrable complot, para obtener la rehabilitación del culpable y sustituirlo por un inocente. [...]

Entonces se crea una cofradía. [...]

Analícemos esta cofradía.

Los judíos han hecho fortuna y pagan el honor de los cómplices desde una ventanilla de pagos. ¡Dios mío!, no sé cuánto deben de haber gastado ya. Pero aunque no hayan llegado ni a diez millones, comprendo que los hayan dado. Ahí tenemos a ciudadanos franceses, nuestros iguales y nuestros hermanos, diariamente arrastrados por el fango a causa de este estúpido antisemitismo. Se les ha pretendido aplastar junto con el capitán Dreyfus, se ha intentado convertir el crimen de uno de ellos en el crimen de la raza entera. Todos son traidores, todos vendidos, todos condenados. ¡Cómo no va a protestar con furia esa gente, cómo no va a tratar de rebelarse, de devolver golpe por golpe en esta

guerra de exterminio de que son víctima! Es comprensible que anhelan apasionadamente

ver cómo resplandece la inocencia de su correligionario; y si creen que pueden lograr la rehabilitación de Dreyfus, ¡ah, con qué ánimo deben perseguirla! [...]

Lo extraordinario es que toda esa gente que, según dicen, han comprado los judíos goce precisamente de una reputación de sólida integridad. Tal vez los judíos le echen coquetería a la cosa y no quieran tener más que mercancía rara pagándola a su precio. Pero dudo mucho que exista una ventanilla de pagos, aunque me sentiría dispuesto a disculparles si, acosados como están, se defendiesen con sus millones. En las matanzas, cada uno se defiende con lo que tiene. Y hablo de ellos con mucha serenidad, pues ni los

quiero ni los odio. No tengo entre ellos a ningún amigo íntimo. Para mí son hombres, y

eso basta.

[...] Y espero que, desde que escribí mi primer artículo, también yo forme parte de esa camarilla.

[...] A eso se reduce la historia de la cofradía: hombres llenos de buena voluntad, de verdad y equidad, salidos de los cuatro extremos de la Tierra, que trabajan a leguas de distancia y sin conocerse, pero que se dirigen por distintos caminos hacia una misma meta, avanzando en silencio, escarbando el suelo y que, una buena mañana, confluyen todos en un mismo punto. Todos, fatalmente, se han encontrado, brazo con brazo, en esa encrucijada de la verdad, en esa cita fatal de la justicia.

Como veis, sois vosotros quienes ahora los reunís, les obligáis a cerrar filas, a trabajar como uno solo en pro de la salvación y la honestidad, mientras los cubrís de insultos, los

acusáis del más perverso complot, pese a que ellos sólo aspiraban a reparar una gravísima injusticia.

[...] Por lo tanto, ya no es la misma Francia, si se la puede engañar hasta ese punto, soliviantaría contra un miserable que lleva tres años expiando, en atroces condiciones, un

crimen que no ha cometido. Si, allá, en un islote perdido, bajo un sol abrasador, hay un ser aislado de los demás hombres. No solo lo aísla el ancho mar, sino once guardianes que lo tienen encerrado día y noche formando una muralla viviente. Han inmovilizado a once hombres para custodiar a uno solo. Jamás asesino alguno, jamás loco furioso alguno

ha sido encerrado con tal saña. ¡Y ese eterno silencio, esa lenta agonía, bajo la execración

de todo un pueblo! [...]

Sí, pertenezco a esa cofradía, y espero que todos los franceses decentes quieran pertenecer a ella.

El juicio

Este artículo apareció en Le Figaro el 5 de diciembre de 1897.

Es el tercer y último artículo que me publicaron en ese periódico. Encontré incluso dificultades para que lo aceptaran; y, como se verá, me pareció prudente despedirme del

público, porque yo pretendía continuar una campaña que soliviantaba a los lectores asiduos del periódico. Comprendo perfectamente que un periódico necesite tener en cuenta las costumbres y deseos de su clientela. Por eso, siempre que me han parado los pies, sólo a mí me he echado la culpa por haberme equivocado con respecto al terreno y

las condiciones de la lucha. No por eso Le Figaro dejó de mostrar audacia al acoger esos tres artículos, y le estoy agradecido por ello.

¡Oh, a qué espectáculo asistimos desde hace tres semanas, y qué días tan trágicos, tan inolvidables acabamos de vivir! No recuerdo otros que hayan despertado en mi mayor solidaridad, angustia y generosa ira. He sentido exasperación, odio hacia la necedad y la mala fe, y he tenido tanta sed de verdad y de justicia que he comprendido hasta qué punto

los más generosos impulsos pueden llevar a un pacífico ciudadano al martirio.

Porque, en verdad, el espectáculo ha sido inaudito, ha superado en brutalidad, en desfachatez,

en declaraciones indignas, los peores ins tintos, las mayores bajezas jamás

confesadas por la bestia humana. Casos como éstos, en los que la muchedumbre derrocha

perversion y demencia, no abundan, y tal vez por eso me apasioné en el grado en que lo hice -al margen de mi rechazo en tanto que hombre- como novelista, como dramaturgo, trastornado de entusiasmo ante un caso de belleza tan atroz.

Hoy, el caso entra ya en una fase regular y lógica, la que hemos deseado, exigido sin descanso. Un consejo de guerra se ha hecho cargo del caso, la verdad relucirá al cabo de este nuevo proceso, estamos seguros. Nunca quisimos otra cosa. Sólo nos queda callar y esperar, pues no nos corresponde a nosotros decir la verdad; el consejo de guerra sera quien la desvele, deslumbrante. Y solo volveríamos a intervenir si esa verdad resultara incompleta, lo que, por otra parte, es una hipótesis inadmisibile.

Sin embargo, una vez terminada la primera fase -ese embrollo rodeado de tinieblas, ese escándalo en el curso del cual han salido a relucir tantas conciencias sucias-, conviene levantar acta, sacar conclusiones. Porque, entre la profunda tristeza de las constataciones

que se imponen, asoma el aleccionamiento viril, el hierro candente que cauteriza las heridas. Que nadie lo olvide; el horrible espectáculo que acabamos de ofrecernos a nosotros mismos tiene que curarnos.

Primero, la prensa.

Hemos visto ya a la prensa rastrera en celo, amasando dinero a costa de las curiosidades malsanas, trastornando a las masas para vender su deleznable papel, ese papel que ya no encuentra compradores cuando la nación está en calma, saludable y fuerte. Me refiero en

especial a los que ladran de noche, a los periódicos prostibularios que atraen poderosamente a los transeúntes con esos grandes titulares que garantizan escándalos. Éstos siempre han formado parte de su habitual mercancía, aunque, en esta ocasión, con impudicia significativa.

Hemos visto, un peldaño más arriba, a los periódicos populares, los periódicos baratos, los que se dirigen a la inmensa mayoría y crean la opinión de las masas, les vimos cómo alimentaban pasiones atroces, cómo promovían furiosamente una campaña sectarista, anulando toda generosidad de nuestro amado pueblo de Francia, todo deseo de verdad y de justicia. Quiero creer en su buena fe. Pero qué triste es ver a esos polémicos envejecidos, agitadores dementes y patriotas estrechos de miras, convertidos en líderes y

cometer el más vil de los crímenes, el de ofuscar la conciencia pública y extraviar a todo un pueblo. Esa labor resulta aún más execrable porque viene dada, en ciertos periódicos, con recursos infames, con hábito de utilizar la mentira, la difamación y la delación, que quedarán como la gran vergüenza de nuestra época.

Hemos visto, en fin, cómo la prensa prestigiosa, la prensa considerada seria y honrada, asistía a eso con una impasibilidad, iba a decir una serenidad, que considero asombrosa. Esos honrados periódicos se han limitado a registrarlo todo, fuera verdad o error, con un cuidado escrupuloso. Se han dejado llevar por la corriente envenenada, sin omitir ninguna

abominación. Por supuesto, se han comportado con imparcialidad. ¿Y qué? ¡Tímidas apreciaciones de vez en cuando y ni una voz clara y noble, ni una, nó tese bien, se ha alzado en esa honrada prensa para tomar partido por la humanidad y la igualdad ultrajadas!

Y, sobre todo, hemos visto -pues en medio de tantos horrores basta con escoger el más repugnante-, hemos visto, decía, que la prensa, la prensa inmunda, seguía defendiendo a un oficial francés que había insultado al ejército y escupido a la nación. Hemos visto eso

en los periódicos, y los unos lo disculpaban, mientras los otros le dirigían reproches más

o menos velados. ¿Cómo? ¡No ha habido ni un grito unánime de rebeldía y de execración! Entonces, ¿qué está ocurriendo para que ese crimen, que en otro momento hubiera soliviantado a la conciencia pública y provocado un furioso anhelo de represión inmediata, haya podido encontrar circunstancias atenuantes en esos mismos periódicos, tan quisquillosos siempre ante los problemas de felonías y de traición?

Hemos visto todo eso. E ignoro cómo han reaccionado los demás espectadores ante semejante síntoma, puesto que nadie lo comenta, nadie se indigna. A mí, en cambio, me da escalofríos, porque revela, con una inesperada violencia, la enfermedad que nos aqueja. La prensa inmunda ha descarriado a la nación y un acceso de perversión y de corrupción está extendiendo la úlcera, a pleno sol.

Ahora, el antisemitismo.

Él es el culpable. Ya dije de qué modo esa bárbara campaña, que nos hace retroceder mil años, indigna mis ansias de fraternidad, mi afán de tolerancia y de emancipación humanas. Volver a las guerras de religión, reanudar las persecuciones religiosas, desear que nos exterminemos una raza a otra, todo eso resulta tan insensato en nuestro siglo de liberación que semejante propósito me parece, más que nada, estúpido. Sólo puede haberse originado en el enfático y desequilibrado cerebro de un creyente, en la gran vanidad

de un escritor eternamente desconocido, ansioso por desempeñar a cualquier precio un papel, por odioso que éste sea. Y no quiero creer que un movimiento como éste llegue

a cobrar decisiva importancia en Francia, un país donde reina el libre examen, la bondad fraternal y la sensatez.

No obstante, nos hallamos ante actos terribles. He de confesar que el daño producido es grande. El veneno ha penetrado en el pueblo, y tal vez lo ha envenenado ya por entero.

La

peligrosa virulencia que cobraron en Francia los escándalos de Panama es obra del antisemitismo. También este lamentable caso Dreyfus es obra suya: el antisemitismo ha hecho posible por sí solo un error judicial, enloquece a la masa e impide que se reconozca

noble y serenamente tal error, para bien de nuestra salud y de nuestra fama. ¿No hubiera sido más sencillo, más lógico, haber sacado a relucir la verdad a la primera duda seria? ¿No se comprende que, si hemos llegado a esta locura furiosa en que nos hallamos, es porque existe forzosamente un veneno oculto que nos lleva a todos al delirio?

El veneno es ese odio rabioso hacia los judíos que, cada mañana, desde hace años, se imbuye al pueblo. Hay toda una banda que se dedica a ese oficio de envenenadores, y lo más gordo es que lo hace en nombre de la moral, en nombre de Cristo, como si fuera un vengador y justiciero. ¿Y quién nos dice que ese ambiente donde se fraguaba no ha influido en el consejo de guerra? No es extraño que un judío traidor venda a su país. Aunque no encontremos ningún motivo humano que explique el crimen, aunque ese hombre sea rico, inteligente, trabajador, sin pasiones, de vida impecable, ¿no basta con que sea judío?

Hoy en día, y desde que pedimos que se arroje luz sobre el asunto, la actitud antisemita se ha vuelto aún más violenta, más ilustrativa. Lo que se va a juzgar es esa actitud, y, si resplandeciese la inocencia de un judío, ¿qué bofetada para los antisemitas! ¿Acaso puede

existir un judío inocente? Así, todo un tinglado de mentiras se derrumba, y sobreviene el

aire puro, la buena fe, la equidad, la ruina de una secta que influye en la masa de los simples merced al insulto y la impúdica calumnia.

Y hemos visto también el furor que sintieron unos malhechores públicos ante la perspectiva de que pudiera sobrevenir un poco de claridad. También hemos visto, por desgracia, la evolución de la masa pervertida por ellos, toda esa opinión pública extraviada, a todo este amado pueblo compuesto por los pequeños y los humildes lanzado

en persecución de los judíos y mañana dispuesto a participar en una revolución que libere

al capitán Dreyfus si algún hombre honrado lo enardeciera con el fuego sagrado de la justicia.

Finalmente, los espectadores, los actores, vosotros y yo, todos nosotros.

¡Qué confusión, qué cenagal siempre en aumento! Hemos visto cómo se enardecía cada día la mezcla de intereses y pasiones, las historias necias, los comadreos vergonzosos, los

desmentidos desvergonzados; hemos visto cómo cada mañana abofeteaban el simple sentido común, aclamaban al vicio, silbaban a la virtud, toda una agonía de lo que constituye el honor y el placer de vivir. Y al fin la gente ha acabado por encontrar eso odioso. ¿Cómo no? Pero ¿quién había querido esas cosas, quién permitió que se prolongaran?

Nuestros dirigentes, aquellos que llevaban ya más de un año advertidos del error judicial y no se habían atrevido a hacer nada. Se les suplicó, profetizándoles paso a paso la aterradora tormenta que se avecinaba. Ya tenían hecha la investigación; ya tenían

en sus manos el expediente. Y hasta el último momento, pese a las objeciones patrióticas,

se obstinaron en su inercia, en lugar de dirigir personalmente el caso para limitarlo, a costa de sacrificar al instante a las individualidades comprometidas. La corriente de fango

se ha desbordado, tal como se les había advertido, y ellos son los culpables.

Hemos visto triunfar a energúmenos que exigían la verdad de quienes decían saberla, cuando éstos no podían decirla mientras la investigación siguiera abierta. Ya le habían contado la verdad al general encargado de la investigación y sólo él está autorizado para darla a conocer. También le contarán la verdad al juez instructor, y solo él podrá oírla para basarse en ella cuando imparta justicia. ¡La verdad! ¿En qué concepto la tenéis, en todo este episodio que sacude por entero a una vieja organización, para creer que es un objeto sencillo y manejable, que se pasea por la palma de la mano y que se pone a voluntad en la mano de los demás como un guijarro o una manzana? La prueba, ¡ah, sí!, se quería una prueba allí mismo, enseguida, como los niños que quieren ver el viento. Paciencia, la verdad resplandecerá; aunque hará falta un poco de inteligencia y de honestidad.

Hemos visto una ruin explotación del patriotismo, hemos visto agitar el espectro del extranjero en una cuestión de honor que atañe solo a la familia francesa. Los peores revolucionarios han clamado que se estaba insultando al ejército y a sus superiores cuando, en realidad, lo que se pretende es situar a éstos fuera del alcance de cualquiera, muy arriba. Y frente a los que dirigen a las masas, frente a algunos periódicos que alborotan

a la opinión pública, se ha alzado el terror. Nadie de nuestras asambleas lanzó un grito digno de un hombre honrado, todos se quedaron mudos, titubeantes, esclavos de sus

grupos, todos tuvieron miedo de la opinion pública, inquietos sin duda en vista de las próximas elecciones. Ni un moderado, ni un radical, ni un socialista, ninguno de los que preservan las libertades públicas se ha alzado todavía para hablar según su conciencia. ¿Cómo queréis que el país encuentre su camino en la tormenta si los mismos que dicen ser sus guías enmudecen, ya por seguir tácticas de políticos estrechos de miras, ya por temor a comprometer su situación personal?

Y el espectáculo ha sido tan lamentable, tan cruel, tan duro para nuestro orgullo, que no hago más que oír a mi alrededor: «Muy enferma ha de estar Francia para que semejante explosión de aberración pública pueda producirse». ¡No! Sólo está descarriada, desposeída de su corazón y de su genio. Que le hablen de humanidad y de justicia y volverá a encontrarse entera, en su legendaria generosidad.

Ha terminado el primer acto, ha caído el telón sobre el horrible espectáculo. Esperemos que el espectáculo de mañana nos devuelva el valor y nos consuele.

Dije que la verdad estaba en marcha y que nada la detendría. Se ha dado un primer paso, se dará otro, y otro, y luego el paso decisivo. Es matemático.

De momento, en espera de la decision del consejo de guerra, mi papel ha terminado; y deseo ardientemente que, proclamada la verdad, hecha la justicia, no me vea ya obligado

a luchar por ellas.

Carta a la juventud

Este texto apareció publicado como folleto, y se puso a la venta el 14 de diciembre de 1897.

Como no encontré ningún periódico dispuesto a aceptar mis artículos, y además deseaba sentirme del todo libre, proyecté continuar mi campaña mediante una serie de folletos. Primero quise lanzarlos un día fijo, con regularidad, uno por semana. Después preferí controlar las fechas de publicación, de modo que pudiese elegir el momento a intervenir según los temas y sólo los días que me parecieran útiles.

¿Adónde vais, jóvenes, adónde vais, estudiantes que corréis en grupos por las calles, manifestándoos en nombre de vuestras iras y de vuestros entusiasmos, sintiendo la necesidad irresistible de lanzar públicamente el grito de vuestras conciencias indignadas?

¿Vais a protestar contra algún abuso del poder, han ofendido vuestro anhelo de verdad y equidad, ardiente aún en vuestras almas jóvenes, almas que ignoran los arreglos políticos y las cobardías cotidianas de la vida?

¿Vais a reparar una injusticia social, vais a poner la protesta de vuestra juventud vibrante en la balanza desigual donde, con tanta falsedad, se pesa el sino de los afortunados y de los desheredados de este mundo?

¿Vais, para defender la tolerancia y la independencia de la raza humana, a silbar a algún sectario de la inteligencia, de estrecha mollera, que ha pretendido conducir vuestras mentes liberadas hacia el antiguo error proclamando la bancarrota de la ciencia?

¿Vais a gritar, al pie de la ventana de algún personaje esquivo a hipócrita, vuestra fe inquebrantable en el porvenir, en ese siglo venidero que representáis y que ha de traer la paz al mundo en nombre de la justicia y del amor?

«¡No, no! ¡Vamos a abuchear a un hombre, a un anciano que, tras una larga vida de trabajo y de lealtad, imaginó que podía sostener impunemente una causa generosa, que podía querer que se hiciera la luz y se reparara un error, por el mismo honor de la patria francesa!»

¡Ah!, cuando yo era joven, vi cómo se estremecía el Barrio Latino con las orgullosas pasiones de la juventud, el amor a la libertad, el odio a la fuerza brutal que aplasta cerebros y oprime almas. Lo vi, bajo el Imperio, entregado de lleno a su esforzada labor

de oposición, a veces incluso injusto, pero siempre por un exceso de amor a la libre emancipación humana. Silbaba a los autores gratos a las Tullerías, se ensañaba con los profesores cuyas enseñanzas le parecían sospechosas, se alzaba contra cualquiera que se declarase en favor de las tinieblas y de la tiranía. En él ardía el fuego sagrado de la hermosa locura de los veinte años, cuando todas las esperanzas son realidades, cuando el

mañana aparece como el triunfo indudable de la Ciudad perfecta.

Y si nos remontáramos más atrás en esta historia de las nobles pasiones que han alzado a la juventud de las universidades, veríamos a ésta siempre indignada ante la injusticia, estremecida y sublevada a favor de los humildes, de los abandonados, de los perseguidos,

contra los crueles y los poderosos. Se ha manifestado en favor de los pueblos oprimidos, ha abrazado la causa de Polonia, de Grecia, se ha erigido en defensora de cuantos sufrían,

de cuantos agonizaban bajo la brutalidad de una masa o de un déspota. Si corría la voz de

que el Barrio Latino estaba en ascuas, no había duda de que detrás ardía una llama de justicia juvenil, ajena a precauciones, que acometía con entusiasmo obras dictadas por el corazón. ¡Y qué espontaneidad entonces, qué torrente desbordado corría por las calles!

Ya sé que hoy el pretexto sigue siendo la patria amenazada, Francia entregada al enemigo vencedor por una pandilla de traidores. Yo sólo le pregunto al país dónde podremos encontrar la clara intuición de las cosas, la sensación instintiva de lo que es verdad, de lo que es justo, como no sea en esas almas nuevas, en esos jóvenes que nacen a la vida pública y a quienes nada debería ofuscar su razón recta y buena. Que los políticos deteriorados por años de intriga, que los periodistas desequilibrados por todas las componendas de su oficio puedan aceptar las mentiras más impúdicas, puedan hacer la vista gorda ante abrumadoras evidencias, es explicable, comprensible. Pero ¿la juventud? Muy gangrenada ha de estar para que su pureza, su candor natural no se reconozca

a simple vista en medio de los inaceptables errores y no se enfrente directamente a lo que es evidente, a lo que está claro, luminoso como la luz del día.

La historia es sencilla. Han condenado a un oficial y a nadie se le ocurre sospechar de la buena fe de sus jueces. Lo han castigado siguiendo el dictado de sus conciencias, basándose en pruebas que creyeron veraces. Después, un día, sucede que un hombre, que

varios hombres, tienen dudas y acaban por convencerse de que una de las pruebas, la más

importante, la única al menos en la que se apoyaron públicamente los jueces, ha sido atribuida erróneamente al condenado, y que no cabe duda de que esa prueba procede de la

mano de otro. Y lo dicen, y ese otro es denunciado por el hermano del preso, cuyo estricto deber era hacerlo; y así, a la fuerza, empieza un nuevo juicio que, si resultase en una condena, conllevaría la revisión del primer caso. ¿No es todo esto perfectamente diáfano, justo y razonable? ¿Dónde ven la maquinación, el perverso complot para salvar a

un traidor? Simplemente deseamos, ¿quién lo niega?, que el traidor sea un culpable y no un inocente que expía el crimen. Ya lo tendréis a vuestro traidor; la cuestión está en que os den el auténtico.

¿No debería bastar un mínimo de sentido común? ¿A qué móvil obedecerían, así pues, los hombres que persiguen la revisión del caso? Descartad el antisemitismo estúpido,

cuya cruel monomanía no ve en eso más que un complot judío, el oro judío, que trata de sustituir en el calabozo a un judío por un cristiano. No existe base alguna, las inverosimilitudes y las imposibilidades se derrumban unas tras otras, ni todo el oro del mundo podría comprar ciertas conciencias. Y hay que llegar a la realidad, que es la expansión natural, lenta, invencible de todo error judicial. La historia es eso. Un error judicial es una fuerza que avanza: unos hombres con conciencia se ven sometidos, asediados, se entregan con creciente obstinación, arriesgan su fortuna y su vida para que se haga justicia. Y no hay otra explicación posible a lo que hoy está pasando; el resto se limita a abominables pasiones políticas y religiosas, al torrente desbordado de calumnias a injurias.

Pero ¿qué excusa tendría la juventud si sus ideas de humanidad y de justicia se hubieran debilitado por un instante? En la sesión del 4 de diciembre, una Cámara francesa se cubrió de oprobio al votar una orden del día «que condena a los instigadores de la odiosa campaña perturbadora de la conciencia pública». Lo digo en voz alta, con vistas al futuro

que, espero, ha de leerme: un votación como ésta es indigna de nuestro generoso país, y quedará como una mancha imborrable. Los «instigadores» son los hombres con conciencia y con valentía que, seguros de un error judicial, lo han denunciado para que se

repare, en la convicción patriótica de que una gran nación donde un inocente agoniza entre torturas sería una nación condenada. La «odiosa campaña» es el grito de la verdad, el grito de la justicia emitido por esos hombres, es el empeño con que desean que Francia

siga siendo, ante los pueblos que la contemplan, la Francia humana, la Francia que ha logrado la libertad y que impartirá la justicia. Y, ya lo veis, seguramente la Cámara ha cometido un crimen, porque ha corrompido incluso a la juventud de nuestras universidades, y ésta, engañada, extraviada, desbocada por nuestras calles, se manifiesta,

cosa aún nunca vista, en contra de lo más orgulloso, de lo más valiente, de lo más divino

que pueda tener el alma humana.

Después de la sesión del Senado del día 7, la gente habló de hundimiento refiriéndose a Monsieur Scheurer-Kestner. ¡Oh, sí, qué hundimiento en su corazón, en su alma!

Imagino

su angustia, su tormento al ver cómo se desploma a su alrededor cuanto ha amado de nuestra República, cuanto ha ayudado a conquistar para ella en la gran lucha que ha sido su vida: la libertad, primero, y después las viriles virtudes de la lealtad, de la franqueza y del valor cívico.

Es uno de los últimos que quedan de su preclara generación. Bajo el Imperio, supo lo que era un pueblo sometido a la autoridad de uno solo, y se consumía de fiebre y de impaciencia, la boca brutalmente amordazada, ante las injusticias. Con el corazón desgarrado, vio nuestras derrotas, conoció las causas, todas originadas por la ceguera y la

imbecilidad despóticas. Más adelante, fue de los que con mayor inteligencia y ardor trabajaron para levantar el país de sus escombros, para devolverle su lugar en Europa. Procede de los tiempos heroicos de nuestra Francia republicana, a imagino que debía de considerarse autor de una obra buena y sólida: el despotismo expulsado para siempre, la

libertad conquistada, me refiero a esa libertad humana que permite que cada conciencia ejercite su deber en medio de la tolerancia de las demás opiniones.

¡Sí! Todo pudo conquistarse, pero todo vuelve a estar por los suelos una vez más. En torno a él, dentro de él, no hay más que ruinas. Haber sucumbido al anhelo de verdad es un crimen. Haber exigido justicia es un crimen. Re tornó el horrible despotismo, la mordaza más dura acalla otra vez las bocas. Quien aplasta la conciencia pública no es ya la bota de un César, sino toda una Cámara que condena a quienes se enardecen por el deseo de lo justo. ¡Prohibido hablar! Los puños machacan los labios de quienes han de defender la verdad, se amotina a las masas para que reduzcan al silencio a los aislados. Nunca se había organizado una opresión tan monstruosa y dirigida contra la libre discusión.

Y reina el más vergonzoso terror, los más valientes se vuelven cobardes, nadie se atreve ya a decir lo que piensa por miedo a que le denuncien acusándole de vendido y traidor. Los escasos periódicos que conservan cierta honestidad se humillan ante sus lectores, quienes se han vuelto locos con tantos chismes estúpidos. Ningún pueblo, creo yo, ha pasado por un momento más confuso, más absurdo, más angustioso para su razón y su dignidad.

Por lo tanto, es cierto, todo el leal y prestigioso pasado de Monsieur Scheurer-Kestner ha debido hundirse. Si todavía cree en la bondad y en la equidad de los hombres, es que posee un sólido optimismo. Lleva tres semanas viendo cómo le arrastran por el fango

porque ha puesto en juego el honor y la alegría de su vejez, porque quiso ser justo. No existe aflicción más dolorosa para un hombre honrado que sufrir martirio a causa de su honradez. Es asesinar en ese hombre su fe en el mañana, envenenarle la esperanza; y si muere dirá: «¡Se acabó, ya no queda nada, todo lo bueno que hice se va conmigo, la virtud solo es una palabra, el mundo es sólo tinieblas y vacío!».

Y para vilipendiar al patriotismo, se ha elegido a ese hombre que es el último representante

de Alsacia-Lorena en nuestras Asambleas. ¡Un vendido, él, un traidor, un ofensor del ejército, cuando la simple mención de su nombre debería bastar para tranquilizar las más sombrías inquietudes! No cabe duda de que cometió la ingenuidad de creer que su calidad de alsaciano y su fama de ardiente patriota le valdrían como garantía de su buena

fe en sus delicadas funciones de justiciero. Que se ocupase de este caso, ¿no venía a significar que una pronta conclusión le parecía necesaria para el honor del ejército, para el honor de la patria? Dejad que el caso siga arrastrándose más semanas, intentad sofocar

la verdad, impedid que se haga justicia y veréis cómo nos habréis convertido en el hazmerreír de toda Europa, cómo habréis situado a Francia a la cola de las naciones.

¡No, no! ¡Las estúpidas pasiones políticas y religiosas no quieren comprender nada, y la juventud de nuestras universidades ofrece al mundo el espectáculo de ir a abuchear a Monsieur Scheurer-Kestner, el traidor, el vendido que insulta el ejército y que compromete a la patria!

Ya sé que el grupo de jóvenes que se manifiesta no representa a toda la juventud y que un centenar de alborotadores por la calle causan más ruido que diez mil trabajadores que se quedan en su casa. Pero cien alborotadores son ya demasiados, y ¡qué desalentador es el síntoma de que ese movimiento, por reducido que sea, se produzca hoy en el Barrio Latino!

Antisemitas jóvenes. ¿Existen, pues, esas cosas? ¿Hay cerebros nuevos, almas nuevas desequilibradas por ese veneno idiota? ¡Qué triste, qué inquietante para el siglo XX que

va a iniciarse! Cien años después de la Declaración de los Derechos del Hombre, cien años después del acto supremo de tolerancia y emancipación, volvemos a las guerras de religión, al más odioso y necio de los fantasmas. Eso es comprensible en algunos hombres que desempeñan su papel, que tienen que mantener una actitud y satisfacer una ambición voraz. Pero ¡en los jóvenes, en los que nacen y ayudan a que se desarrollen y expandan todos los derechos y libertades que habíamos soñado ver surgir, fulgurantes, en el próximo siglo! Eran los trabajadores que esperábamos y, en cambio, se declaran ya antisemitas, o sea, que comenzarán el siglo exterminando a todos los judíos porque son ciudadanos de otra raza y de otra fe. ¡Buen principio para la Ciudad de nuestros sueños, la Ciudad de la igualdad y la fraternidad! Si la juventud llegara de veras a ese extremo, sería para echarse a llorar, para negar toda esperanza y toda felicidad humanas. ¡Oh juventud, juventud! Te lo ruego, piensa en la gran labor que te espera. Eres la futura obrera, tú pondrás los cimientos de este siglo cercano que, estamos profundamente convencidos, resolverá los problemas de verdad y de equidad planteados por el siglo que termina. Nosotros, los viejos, los mayores, te dejamos el formidable cúmulo de nuestras investigaciones, tal vez muchas contradicciones y oscuridades, pero ciertamente también te dejamos el esfuerzo más apasionado que nunca siglo alguno haya realizado en pos de la luz, los más honestos y más sólidos documentos, los fundamentos mismos de este vasto edificio de la ciencia que tienes que seguir construyendo en pro de tu honor y tu felicidad. Y sólo te pedimos que seas más generosa aún que nosotros, más abierta de espíritu, que nos superes con tu amor a una existencia pacífica, dedicando tu esfuerzo al trabajo, esa fecundidad de los hombres y de la tierra que por fin sabrá lograr que brote la desbordante cosecha de alegría bajo el resplandeciente sol. Nosotros te cederemos fraternalmente el puesto, satisfechos de desaparecer y descansar de nuestra parte de labor en el sueño gozoso de la muerte, si sabemos que tú continuarás y harás realidad nuestros sueños. ¡Juventud, juventud! Acuérdate de lo que sufrieron tus padres, y de las batallas terribles que tuvieron que vencer, para conquistar la libertad de que gozas ahora. Si te sientes independiente, si puedes ir y venir a voluntad o decir en la prensa lo que piensas, o tener una opinión y expresarla públicamente, es porque tus padres contribuyeron a ello con su inteligencia y su sangre. No has nacido bajo la tiranía, ignoras lo que es despertarse cada mañana con la bota de un amo sobre el pecho, no has combatido para escapar al sable del dictador, a la ley falaz del mal juez. Agradéceselo a tus padres y no cometes el crimen de aclamar la mentira, de alinearte junto a la fuerza brutal, junto a la intolerancia de los fanáticos y la voracidad de los ambiciosos. La dictadura ha tocado a su fin. ¡Juventud, juventud! Mantente siempre cerca de la justicia. Si la idea de justicia se oscureciera en ti, caerías en todos los peligros. No me refiero a la justicia de nuestros Códigos, que no es sino la garantía de los lazos sociales. Por supuesto, hay que respetarla; sin embargo, existe una noción más elevada de justicia, la que establece como principio

que todo juicio de los hombres es falible y la que admite la posible inocencia de un condenado sin por ello insultar a los jueces. ¿No ha ocurrido ahora algo que por fuerza ha

de indignar tu encendida pasión por el Derecho? ¿Quién se alzaría para exigir que se haga

justicia sino tú, que no estás mezclada en nuestras luchas de intereses ni de personas, que

no te has aventurado ni comprometido en ninguna situación sospechosa, que puedes hablar en voz alta, con toda honestidad y buena fe?

¡Juventud, juventud! Sé humana, sé gene rosa. Aunque nos equivoquemos, permanece a nuestro lado cuando decimos que un inocente sufre una pena atroz y que se nos parte de angustia nuestro corazón sublevado. Basta admitir por un instante el posible error frente a

un castigo tan desmesurado para que se encoja el corazón y broten lágrimas de los ojos.

Cierto, los carceleros son insensibles, pero tú, ¡tú que aún lloras, tú, afectada ante cualquier miseria, cualquier piedad! ¿Por qué no realizas este sueño caballeresco de defender su causa y liberar al mártir que en algún lugar sucumbe al odio? ¿Quién sino tú intentará la sublime aventura, se lanzará a defender una causa peligrosa y soberbia, se enfrentará

a un pueblo en nombre de la justicia ideal? ¿No te avergüenza que sean unos viejos, unos mayores, los que se apasionen, los que cumplan tu tarea de generosa locura?

«¿Adónde vais, jóvenes, adónde vais, estudiantes que corréis por la calle manifestándoos, enarbolando en medio de nuestras discordias el valor y la esperanza de vuestros veinte años?»

«¡Vamos a luchar por la humanidad, la verdad, la justicia!»

Carta a Francia

Las siguientes páginas, publicadas en un folleto, salieron a la venta el 6 de enero de 1898.

Este folleto constituía el segundo de la serie, y había planeado que la serie fuera larga. Esta forma de publicación me satisfacía en grado sumo, pues sólo me comprometía a mí,

permitiéndome una libertad plena y asumiendo yo toda la responsabilidad. Además, ya no me veía constreñido por las reducidas dimensiones de un artículo de periódico, y eso me facilitaba la extensión. Los acontecimientos no cesaban, yo los esperaba, resuelto a decirlo todo, a luchar hasta el fin para que reluciera la verdad y se hiciera justicia de una vez.

En los horribles días de confusión moral que estamos viviendo, en un momento en que la conciencia pública parece ofuscarse, a ti, Francia, me dirijo, a la nación, a la patria. Cada mañana, al leer en los periódicos lo que al parecer piensas de este lamentable caso Dreyfus, aumenta mi estupor y se solivianta mi espíritu. ¿Cómo? Francia, ¿eres tú la que

has llegado a eso, a convencerte de las mentiras más evidentes, a atacar a gente honrada al lado de la turba de malhechores, a trastornarte bajo el pretexto idiota de que están insultando a tu ejército e intrigando para venderte al enemigo, cuando resulta que el deseo de tus hijos más sabios y más leales es que sigas siendo, a los ojos de la Europa que

nos mira con atención, la nación del honor, la nación de la humanidad, de la verdad y la justicia?

Es cierto, a eso ha llegado la gran masa, sobre todo la masa de los pequeños y los

humildes, la población de las ciudades, casi todas las provincias y el campo, la mayoría -digna de consideración- de quienes dan por buena la opinión de los periódicos o de los vecinos, que carecen de medios para documentarse o reflexionar. ¿Qué ha ocurrido, pues? ¿Cómo tu pueblo, Francia, ese pueblo de buen corazón y sentido común ha podido

llegar a ese miedo atroz, a esa intolerancia tenebrosa? ¿Le cuentan que un hombre quizás

inocente sufre la peor de las torturas y que hay pruebas materiales y morales de que se impone la revisión del caso, y tu pueblo se niega violentamente a que se haga la luz, toma

partido por los sectarios y los bandidos, por gente interesada en mantener el cadáver bajo

tierra, ese pueblo que, ayer aún, hubiera vuelto a destruir la Bastilla para liberar a un preso!

¿Qué angustia y qué tristeza, Francia, hay en el alma de los que te quieren, de los que desean tu honor y tu grandeza! Con aflicción contemplo esta mar turbia y encrespada de tu pueblo, me pregunto cuáles son las causas de la tempestad que amenaza con llevarse lo

mejor de tu gloria. La situación reviste una gravedad mortal, veo síntomas que me inquietan. Pero me atreveré a decirlo todo, pues un solo anhelo tuve en mi vida, la verdad, y no hago ahora más que continuar mi obra.

¿Te das cuenta de que el peligro radica precisamente en esas obstinadas tinieblas de la opinión pública? Cien periódicos repiten cada día que la opinión pública no quiere que Dreyfus sea inocente, que su culpabilidad es necesaria para la salvación de la patria. ¿Y no sientes hasta qué punto, Francia, serías culpable si las altas esferas permitieran que se utilizara semejante sofisma para echar tierra sobre la verdad? Serías tú, Francia, quien lo hubiera permitido, tú quien hubieras exigido el crimen, ¡y qué responsabilidad de cara al futuro! Por eso, Francia, aquellos hijos que te quieren y te honran solo sienten un ardiente

deber en esta hora tan grave, el de actuar enérgicamente sobre la opinión pública, iluminarla,

guiarla, salvarla del error al que le empujan ciegas pasiones. No existe tarea más útil ni más santa.

¡Ah, sí! Con toda mi fuerza hablaré a los pequeños, a los humildes, a los que se tragan el veneno y caen en el delirio. Tal es mi único propósito, les gritaré dónde se encuentra de verdad el alma de la patria, su energía invencible y su triunfo seguro.

Examinemos cómo están las cosas. Se ha dado un nuevo paso, han citado al comandante Esterhazy para que se presente ante un consejo de guerra. Como dije desde el primer día, la verdad está en marcha y nada la detendrá. A pesar de tanta mala voluntad, cada paso hacia la verdad se realizará, matemáticamente, a su hora. La verdad lleva consigo un poder que vence cualquier obstáculo. Cuando le cierran el paso, cuando

consiguen mantenerla bajo tierra durante más o menos tiempo, se concentra, adquiere tal

violencia explosiva que el día en que estalla, salta todo a la vez. Probad a tapiarla esta vez

con las mismas mentiras durante meses, o a encajonarla, y presenciaréis, como no toméis

precauciones para después, qué estrepitoso desastre.

Pero, a medida que avanza la verdad, se acumulan las mentiras para impedir ese

avance. Nada más significativo. Cuando el general De Pellieux, encargado de la instrucción previa, entregó su informe, del que se infería la posible culpabilidad del comandante Esterhazy, la prensa inmunda se inventó que, solo por voluntad del general De Pellieux, el general Saussier, indeciso y convencido de la inocencia del comandante, había accedido a pasarlo a jurisdicción militar por pura cortesía. Hoy ya es el colmo; cuentan los periódicos que, después de que tres expertos hayan vuelto a reconocer que el

escrito era sin lugar a dudas obra de Dreyfus, el comandante Ravary, en su informe judicial, había llegado a la necesidad de un no ha lugar; y que, si el comandante Esterhazy iba a pasar ante un consejo de guerra, era porque éste había presionado otra vez

al general Saussier para que le juzgaran.

¿No es eso cómico y de una perfecta medida? ¿Os imagináis a ese acusado dirigiendo el caso, dictando sentencias? ¿Os imagináis que, para un hombre declarado inocente después de dos investigaciones, se haga el gran esfuerzo de reunir a un tribunal, con la sola intención de representar una farsa decorativa, una especie de apoteosis judicial?

Eso,

sencillamente, significa burlarse de la justicia desde el momento en que se afirma que la absolución es segura, pues la justicia no está hecha para juzgar a inocentes, y lo mínimo que debe exigirse es que no se redacte el juicio entre bastidores antes del inicio de las sesiones. Puesto que el comandante Esterhazy ha sido citado ante un consejo de guerra, esperemos, por nuestro honor nacional, que el consejo sea veraz y no una simple farsa destinada a distraer a los mirones. Pobre Francia mía, ¿tan tonta te creen, que te cuentan semejantes embustes?

No obstante, todas las informaciones que publica la prensa inmunda son mentiras y deberían

ser suficientes para que la gente abriera los ojos. Por mi parte, me niego rotundamente a creer que los tres expertos no reconocieran, al primer examen, la semejanza absoluta entre la letra del comandante Esterhazy y la del escrito. Cojamos a cualquier niño que pase por la calle, digámosle que suba, enseñémosle las dos pruebas y

contestará: «Estas páginas las ha escrito el mismo señor». No hacen falta expertos, cualquiera

sirve, la similitud de ciertas palabras salta a la vista. Y eso es tan cierto que el mismo comandante Esterhazy ha reconocido la asombrosa similitud y para explicarla aduce que alguien ha calcado varias de sus cartas, montando toda una historia complicada

y laboriosa, perfectamente pueril por lo demás, que ha tenido ocupada a la prensa durante

semanas. ¡Y aún vienen a decirnos que han consultado a tres expertos, los cuales afirman

que la carta fue escrita sin duda alguna por Dreyfus! ¡Ah, no! ¡Ya está bien! Tanta desfachatez es ya torpe, la gente honrada acabará enfadándose, al menos eso espero.

Algunos periódicos llevan las cosas hasta el extremo de decir que se prescindirá del escrito, que ni se mencionará delante del tribunal. Entonces, ¿qué se mencionará y para qué se formará el tribunal? El meollo del caso se reduce a eso: si han condenado a Dreyfus basándose en un documento que otro escribió y que basta para condenar a ese otro, se impone la revisión por una lógica inexorable, pues no puede haber dos culpables

condenados por el mismo crimen. El abogado Demange lo repitió rotundamente, el

escrito fue la única prueba que le comunicaron, a Dreyfus no le condenaron legalmente más que por el escrito; aun así, admitiendo que, despreciando toda legalidad, existan otras

pruebas consideradas secretas, cosa que personalmente no puedo creer, ¿quién se atrevería

a rechazar la revisión cuando se demostrase que el escrito, la única prueba conocida y confirmada, es de la mano y pluma de otro? Ésa es la causa por la que se acumulan tantas mentiras en torno al escrito, el cual, en realidad, constituye todo el caso.

Por lo tanto, éste es un primer punto que conviene tener en cuenta: la opinión pública se ha formado en gran parte a partir de esas mentiras, de esas historias extraordinarias y estúpidas

que propaga la prensa cada mañana. Cuando llegue la hora de buscar responsabilidades, habrá que ajustar cuentas con esa prensa inmunda que nos deshonra ante el mundo entero. Algunos periódicos cumplen con su papel de siempre, nunca dejaron de chapotear en el fango. Pero, entre ellos, ¡qué sorpresa, qué tristeza encontrarse, por ejemplo, con el *Écho de Paris*, ese periódico literario tantas veces a la vanguardia de las ideas y que, en el caso Dreyfus, realiza una labor tan sospechosa! Los comentarios, de una violencia y partidismo escandalosos, no llevan firma. Parecen inspirarse en la actitud de los mismos que han cometido la desastrosa torpeza de provocar

la condena de Dreyfus. ¿No se da cuenta Valentin Simond de que cubren de oprobio a su

periódico? Otro periódico cuya actitud debería sublevar la conciencia de toda la gente honrada es *Le Petit Journal*. Se comprende que los periódicos prostibularios, con una tirada de varios miles de ejemplares, vociferen y mientan para aumentar su tiraje, y, además, apenas hacen daño. Pero que *Le Petit Journal*, un diario que vende más de un millón de ejemplares, que va a parar a manos de gente sencilla y llega a todas partes, siembre el error y extravíe a la opinión pública es muy grave. Cuando uno carga con tantas almas, cuando se es el pastor de todo un pueblo, hay que poseer una integridad intelectual escrupulosa, so pena de caer en el crimen cívico.

Así que, ya ves, Francia, lo que primero veo en la demencia que te arrebató: las mentiras de la prensa, la ración de chismes necios, de bajas injurias, de perversiones morales que te sirven cada mañana. ¿Cómo vas a querer la verdad y la justicia, si se trastornan hasta tal punto todos tus valores legendarios, la claridad de tu inteligencia y la

solidez de tu razón?

Pero hay hechos aún más graves, todo un conjunto de síntomas que convierten la crisis por la que atraviesas, Francia, en una lección aterradora para quienes saben ver y juzgar. El caso Dreyfus no es más que un deplorable incidente. Lo que asusta reconocer es el modo en que te comportas. Se tiene buen aspecto y de golpe salen manchitas en la piel: la

muerte está en ti. Todo el veneno político y social te ha asomado a la cara.

¿Por qué, pues, has permitido que gritaran, has acabado tú misma por gritar, y que insultaran a tu ejército, cuando, al contrario, unos patriotas fervientes solo querían la dignidad y el honor de éste? Pero tu ejército, hoy, eres tú por entero; no lo conforman tal

jefe o tal cuerpo de oficiales, o tal jerarquía con galones, son todos tus hijos, dispuestos a

defender el suelo francés. Examina tu conciencia: ¿era realmente tu ejército el que querías defender cuando nadie lo atacaba? ¿No era más bien al sable al que de pronto

sentiste necesidad de aclamar? Por mi parte, en la estrepitosa ovación a los superiores supuestamente insultados, distingo un brote, sin duda inconsciente, del *boulangisme* latente que todavía te aqueja. En el fondo, aún no tienes sangre republicana, los penachos

que desfilan te hacen palpar el corazón, no hay rey que venga del que no te enamores. ¿El ejército? ¡Bueno, sí, pero ni te acuerdas! A quien quieres ver en tu cama es al general.

¡Qué lejos queda el caso Dreyfus! Mientras el general Billot se hacía acla mar en la Cámara, yo vela cómo se dibujaba en la pared la sombra del sable. Francia, si no desconfías, vas hacia la dictadura.

¿Y sabes también adónde vas, Francia? Vas hacia la Iglesia, regresas al pasado, a ese pasado de intolerancia y teocracia tan combatido por tus hijos más ilustres, que creyeron acabar con él donando a cambio su inteligencia y su sangre. La táctica actual del antisemitismo es muy simple. En vano el catolicismo procuraba actuar sobre el pueblo, en vano creaba círculos obreros y multiplicaba las peregrinaciones, y fracasaba en su intento por conquistarlo, por conducirlo de nuevo al pie del altar. Era algo definitivo, las iglesias se quedaban vacías, el pueblo había dejado de creer. Y, de súbito, ciertas circunstancias permitieron que se insuflara en el pueblo la rabia antisemita, y lo envenenan con ese fanatismo, lo lanzan a la calle al grito de «¡Abajo los judíos!

¡Mueran

los judíos!».

¡Qué triunfo si se pudiera desencadenar una guerra religiosa! Por supuesto, el pueblo sigue sin creer; pero volver a la intolerancia de la Edad Media, quemar a los judíos en la plaza pública, ¿no significa ya un atisbo de creencia? Hallaron por fin el veneno adecuado; y cuando hayan convertido al pueblo de Francia en un fanático y un verdugo, cuando le hayan extirpado del corazón su generosidad, su amor por los derechos

del hombre, conquistados con tanto esfuerzo, Dios se ocupará de lo demás.

Hay gente que se atreve a negar la reacción clerical. ¡Pero si está en todas partes, si irrumpe en la política, en las artes, en la prensa, en la calle! Hoy persiguen a los judíos, mañana les tocará a los protestantes; y así empieza la campaña. Reaccionarios de toda índole invaden la República, la adoran con un amor violento y terrible, la besan hasta asfixiarla. Por todas partes se comenta que la idea de libertad está en quiebra. Cuando surgió el caso Dreyfus, ese odio creciente a la libertad encontró una magnífica oportunidad, y se inflamaron las pasiones hasta entre gente inconsciente. ¿No veis que, si

arremetieron contra Scheurer-Kestner con tanto furor, es porque pertenece a una generación que creyó en la libertad, que deseó la libertad? Hoy, unos se encogen de hombros, otros se burlan: vejestorios, anticuados de buena fe. Su derrota consumaría la ruina de quienes fundaron la República, de los que murieron, de aquellos a los que han tratado de arrojar al fango. Ellos acabaron con el sable, abandonaron a la Iglesia y por eso

a ese hombre excelente y honrado que es Monsieur Scheurer-Kestner se le considera hoy

un malhechor. Hay que ahogarlo en la vergüenza para que la misma República quede mancillada y destruida.

El caso Dreyfus saca además a la luz del día el ambiguo pasteleo del parlamentarismo, el pasteleo que lo mancha y ha de matarlo. Este caso se da en un mal momento, al final de una legislatura, cuando ya solo quedan tres o cuatro meses para hacer componendas de

cara a la próxima. El gabinete que detenta hoy el poder pretende, claro está, que se celebren elecciones, y los diputados pretenden con la misma energía ser reelegidos. Por lo tanto, antes que soltar las carteras, antes que comprometer las posibilidades de elección, todos se han decidido por actos extremos. No se agarra con mayor avidez el náufrago a su tabla de salvación. Y todo se reduce a eso, todo se explica: por una parte, la

actitud del gabinete en el caso Dreyfus, su silencio, sus apuros, la mala acción que comete al permitir que el país agonice bajo la impostura cuando él mismo tenía a su cargo

sacar a relucir la verdad; por otra parte, el desinterés medroso de los diputados, que fingen no saber nada, que solo temen comprometer su reelección si se enemistan con el pueblo, al que creen antisemita. Se dice con frecuencia: «¡Ah, si las elecciones ya se hubiesen celebrado, verías cómo el Gobierno y el Parlamento hubieran arreglado el caso Dreyfus en veinticuatro horas!». Eso es lo que el ruín pasteleo del parlamentarismo consigue de un gran pueblo.

¡Francia, con esto formas a tu opinion pública, con el deseo del sable y de la reacción clerical que te hace retroceder siglos, con la ambición voraz de quienes te gobiernan, se nutren de ti y se niegan a dejar de comer!

A ti apelo, Francia. Sigue siendo la gran Francia, vuelve en ti, enderézate.

Dos episodios nefastos son sólo obra del antisemitismo: Panama y el caso Dreyfus. Hay que recordar de qué manera la prensa inmunda, mediante delaciones, abominables comadreo, publicación de pruebas falsas o robadas, convirtió a Panama en una úlcera horrible que royó y debilitó al país durante años. Había enloquecido la opinion pública; pervertida la nación entera, ebria de veneno, furiosa, exigía cuentas y pedía la ejecución en masa del Parlamento porque estaba corrompido. ¡Ah, si Arton volviese, si ha blase! Volvió, habló y todas las mentiras de la prensa inmunda se desmoronaron hasta el punto de que la opinion pública cambió repentinamente, no quiso sospechar de ningún culpable

y exigió la absolución en bloque. Supongo que, en realidad, no todas las conciencias estarían muy tranquilas, pues había sucedido lo que sucede en todos los Parlamentos del mundo cuando grandes empresas mueven millones. Pero la opinion pública estaba ya saturada de actos innobles, demasiada gente había quedado manchada, había recibido demasiadas denuncias y sentía la imperiosa necesidad de limpiarse con aire puro y creer en la inocencia de todos.

Pues bien, auguro que sucederá lo mismo con el caso Dreyfus, el segundo crimen social del antisemitismo. Una vez más, la prensa inmunda satura a la opinion pública con excesivas mentiras a infamias. Se empeña demasiado en que las personas honradas sean bribones y que los bribones sean personas honradas. Lanza demasiadas patrañas que ya no se creen ni los niños. Se ve desmentida con demasiada frecuencia, ofende al sentido común y la integridad más elemental. Cualquiera mañana, tras todo el lodo con que la han

atiborrado, sentirá una repentina aversion y, fatalmente, acabará rebelándose. Y veréis cómo la prensa, al igual que en el caso de Panama, se volcará por completo en el caso Dreyfus, pedirá que se acabe la lista de traidores, exigirá la verdad y la justicia en una explosión de soberana generosidad. De este modo, el antisemitismo sera juzgado y condenado por sus obras, dos fa tales episodios en los que el país perdió su dignidad y su

salud.

Por eso, Francia, te lo suplico, vuelve en ti, enderézate sin más tardar. No pueden decirte la verdad, porque ahora se halla en manos de la justicia y ésta parece dispuesta a

establecerla de una vez. Solo los jueces tienen la palabra, y el deber de hablar se impone sólo en el caso de que no se establezca toda la verdad. Sin embargo, esta verdad, que es tan simple, que fue primero un error y que después provocó tantos deslices cuando quisieron ocultarla, ¿no alcanzas a sospecharla? Los hechos hablaron con tanta claridad que cada fase de la investigación resultó una confesión: el comandante Esterhazy fue rodeado

de protecciones inexplicables, trataron al coronel Picquart como a un culpable y lo colmaron de insultos, los ministros jugaron con las palabras, los periódicos officiosos mintieron con vehemencia, la instrucción del caso se realizó casi a ciegas, con exasperante lentitud. ¿No te parece que algo huele mal, que algo huele a podrido, y que, en realidad, si se dejan defender tan abiertamente por toda la chusma de París mientras la

gente honesta exige la Verdad a costa de su tranquilidad, es porque tienen demasiadas cosas

que ocultar?

Despierta, Francia, piensa en tu gloria. ¿Cómo es posible que tu burguesía liberal y tu pueblo emancipado no vean a qué aberración la arrojan en esta crisis? No puedo creer que sean cómplices, y, si lo son, los están embaucando, pues no se dan cuenta de lo que se oculta detrás de todo eso: por una parte, la dictadura militar; por otra, la reacción clerical. ¿Eso quieres, Francia, poner en peligro todo lo que tanto ha costado lograr, la tolerancia religiosa, la justicia igual para todos, la solidaridad fraternal de todos los ciudadanos? Basta que existan dudas sobre la culpabilidad de Dreyfus y que le abandones

en su tortura para que tu gloriosa conquista del Derecho y de la libertad se vea comprometida para siempre. ¡Sí, apenas quedaremos unos cuantos para decir estas cosas,

tus hijos honrados no se alzarán para ponerse a nuestro lado, ni tampoco las mentes libres, los corazones generosos que fundaron la República y que deberían temblar al verla en peligro.

A éstos, Francia, apelo. ¡Que se unan, que escriban, que hablen! ¡Que trabajen con nosotros para iluminar a la opinión pública, a los pequeños y humildes, envenenados y llevados al delirio! El alma de la patria, su energía, su triunfo se hallan en la equidad y la generosidad.

Sólo me inquieta la posibilidad de que no se haga la luz por entero ni enseguida. Tras un sumario secreto, un juicio a puerta cerrada no puede poner el punto final. Al contrario,

daría pie a que comenzara el caso, pues habría que hablar, porque callarse significaría ser

cómplice. ¡Qué locura creer que se puede impedir que se escriba la historia! Esta historia

se escribirá y quien tenga alguna responsabilidad, por leve que sea, deberá pagar.

¡Y así se hará para tu gloria final, Francia, pues en el fondo no tengo miedo; sé que, por más que atenten contra tu razón y tu salud, tú serás siempre nuestro porvenir y siempre tendrás despertares triunfales de verdad y de justicia!

Yo acuso

Carta a Monsieur Félix Faure, presidente de la República

Este texto se publicó en L'Aurore el 13 de enero de 1898.

La gente ignora que estas páginas se imprimieron primero como folleto, al igual que

las dos cartas anteriores. Cuando estaba a punto de poner el folleto a la venta, se me ocurrió que el escrito obtendría mayor resonancia y publicidad si lo publicaba en un periódico. L'Aurore había tomado ya partido, con una independencia y un valor admirables, y, naturalmente, me dirigí a él. Desde entonces, ese periódico se convirtió en mi refugio, en la tribuna de libertad y de verdad desde donde pude decir todo. Siento aún por su director, Monsieur Ernest Vaughan, un profundo agradecimiento. Después de que de ese número de L'Aurore se vendieran trescientos mil ejemplares, y tras las diligencias judiciales que siguieron, el folleto no salió del almacén. Así, al día siguiente del acto que había decidido y ejecutado, creí oportuno guardar silencio en espera de mi juicio y de las consecuencias que ya me imaginaba.

Señor presidente,

¿me permitirá usted, en agradecimiento por la benévola acogida que me dispensó un día, que me preocupe por su merecida gloria y que le diga que su estrella, tan afortunada hasta ahora, se ve amenazada por la más vergonzosa e imborrable de las manchas? Ha salido usted indemne de las calumnias más rastreras, ha conquistado los corazones de la gente. Aparece usted radiante en la apoteosis de esa fiesta patriótica que ha sido para Francia la alianza rusa, y se dispone a presidir el solemne triunfo de nuestra Exposición Universal, que coronará nuestro gran siglo de trabajo, de verdad y de libertad.

No obstante, ¿qué mancha de lodo sobre su nombre -iba a decir sobre su reinado- ha arrojado el abominable caso Dreyfus! Un consejo de guerra acaba de atreverse, por decreto,

a absolver a un individuo como Esterhazy, supremo insulto a toda verdad, a toda justicia. Se acabó, Francia ostenta ahora esa mancha en la mejilla y la historia escribirá que semejante crimen social fue posible bajo su presidencia.

Pero si ellos se atrevieron, yo también me atreveré. Diré la verdad, porque prometí decirla si no lo hacía plenamente y por entero la justicia. Mi deber es hablar, no quiero ser cómplice. Mis noches se verían asediadas por el espectro del inocente que, padeciendo el más horrible suplicio, expira un crimen que no ha cometido.

Y a usted, señor presidente, le gritaré esa verdad, con toda la fuerza que me da mi rechazo de hombre decente. En su honor, quiero suponer que usted ignora esa verdad.

¿Y

a quién pues, iba yo a denunciar esa pandilla malsana de verdaderos culpables sino a usted, el primer magistrado del país?

Ante todo, la verdad sobre el proceso y sobre la condena de Dreyfus.

Todo lo ha dirigido, todo lo ha realizado un hombre nefasto, el teniente coronel Du Paty de Clam, por entonces simple comandante. Él es prácticamente el caso Dreyfus; pero eso

no se sabrá hasta que una investigación leal establezca claramente sus actos y sus responsabilidades. Posee la mente más turbia, más enrevesada y obsesionada por intrigas

novelescas que conozco, y se vale de recursos de folletín, de papeles robados, cartas anónimas, citas en lugares desiertos, mujeres que, de noche, entregan pruebas contundentes.

Él ideó dictar el escrito a Dreyfus; él propuso examinar a Dreyfus en un cuarto

enteramente revestido de espejos; a él lo describe el comandante Forzinetti penetrando, provisto de una linterna velada, en la celda donde duerme el acusado para proyectarle bruscamente sobre la cara un chorro de luz y sorprender el crimen en sus labios con la emoción del despertar. No tengo por qué contarlo todo; que busquen, ya encontrarán. Declaro sencillamente que el comandante Du Paty de Clam, encargado de instruir el sumario del caso Dreyfus en calidad de oficial judicial, es, en lo relativo a fechas y responsabilidades,

el primer culpable del espantoso error judicial que se cometió.

Hacía tiempo que el escrito estaba en manos del coronel Sandherr, director del Bureau de Renseignements, quien falleció tras padecer una parálisis general. Se producían «pérdidas», desaparecían papeles y aún hoy siguen desapareciendo; mientras buscaban al

autor del escrito, se fue creando la idea preconcebida de que el autor sólo podía ser un oficial del Estado Mayor, y además oficial de artillería: doble y manifiesto error, que demuestra con qué superficialidad estudiaron el escrito, pues un examen sensato

demuestra que no podía tratarse más que de un oficial de tropa.

Así pues, empezaron a buscar en casa, a examinar tipos de letra, como si de un asunto de familia se tratara, con la intención de sorprender a un traidor en las propias oficinas para expulsarle. Entonces -no pretendo reconstruir ahora una historia en parte conocida-

desde que la primera sospecha recae sobre Dreyfus, el comandante Du Paty de Clam entra en escena. A partir de ese momento, él fue quien se inventó a Dreyfus, el caso se convirtió en su caso, se empeñó en confundir al traidor, en arrancarle una confesión completa. Por supuesto, están también el ministro de la Guerra, el general Mercier, cuya inteligencia parece mediocre; el jefe del Estado Mayor, el general De Boisdeffre, que da la impresión de haber sucumbido a su pasión clerical, y el subjefe de Estado Mayor, el general Gonse, cuya conciencia se acomodó a muchas cosas. Pero, en realidad, el que cuenta es el comandante Du Paty de Clam, que los maneja a todos, que los hipnotiza a todos, pues también siente afición por el espiritismo y las ciencias ocultas y conversa con

los espíritus. Cuesta imaginar a qué experiencias sometió al infeliz Dreyfus, en qué trampas quiso hacerle caer, qué descabelladas investigaciones, qué monstruosas imaginaciones; en suma, lo sometió a una tortura demencial.

¡Ah, ese primer caso es como una pesadilla para quien conoce sus verdaderos detalles! El comandante Du Paty de Clam detiene a Dreyfus, lo incomunica. Corre a ver a Madame Dreyfus, la aterroriza, le dice que, si habla, su marido está perdido. Entretanto, el infeliz se mesaba los cabellos, clama su inocencia. Y así se procedió al sumario, como en

una crónica del siglo XV, rodeado de misterio, en medio de la confusión de informes crueles, y basándose en una única acusación infantil, ese estúpido escrito que no sólo equivalía a una traición vulgar, sino que, además, era la más impúdica de las estafas, pues

casi todos los célebres secretos que en él se revelaban carecían de valor. Mi insistencia se

debe a que ése es el meollo de la cuestión, de donde saldrá más tarde el verdadero crimen, la espantosa falta de justicia que aqueja a Francia. Me gustaría dejar bien sentado

de qué modo se llegó al error judicial, cómo nació de las maquinaciones del comandante Du Paty de Clam, de qué manera el general Mercier y los generales De Boisdeffre y

Gonse pudieron dejar que poco a poco los enredaran y comprometieran sus responsabilidades en ese error, error que más adelante se sintieron obligados a imponer como la sacrosanta verdad, que no admite discusión. Así pues, al principio, no hay más que incuria y falta de inteligencia por parte de esos hombres. A lo sumo, se les ve ceder a

las pasiones religiosas del ambiente y a los prejuicios del corporativismo. Ellos permitieron que se cometiera el disparate.

Ya tenemos a Dreyfus ante el consejo de guerra. Se exigió que fuera a puerta cerrada. No se tomarían medidas de silencio y de misterio más rigurosas para un traidor que hubiese abierto la frontera al enemigo para dejar al emperador alemán el paso libre hasta Notre Dame. La nación se halla estupefacta, la gente susurra hechos terribles, traiciones monstruosas, de esas que indignan a la Historia; y, por supuesto, la nación se inclina. Ningún castigo será lo bastante severo, la nación aplaudirá la degradación pública, exigirá que el culpable, devorado por los remordimientos, permanezca en su infamante islote.

¿Serán verdad esas cosas inconfesables y peligrosas, capaces de hacer arder a Europa, que hubo que ocultar cuidadosamente tras ese juicio a puerta cerrada? ¡No! Detrás no hubo nada salvo la imaginación novelesca y demencial del comandante Du Paty de Clam. Todo ese enredo no tuvo otro fin que el de ocultar la novela fo lletinesca más absurda. Para comprobarlo, basta con estudiar atentamente el acta de acusación, léida ante el consejo de guerra.

En el acta de acusación no había nada. Que hayan podido condenar a un hombre basándose en esa acta es un prodigio de iniquidad. Dudo que la gente honrada pueda leerla sin que su corazón salte de indignación ni proteste a gritos al pensar en aquella desmesurada expiación, allí, en la isla del Diablo. Dreyfus sabe varios idiomas, crimen;

no encontraron en su casa ningún documento comprometedor, crimen; visita en ocasiones

su país de origen, crimen; es trabajador, se preocupa por enterarse de todo, crimen; no pierde la calma, crimen; pierde la calma, crimen. ¡Y esa redacción llena de ingenuidades,

esos vacuos asertos formales! Nos habían hablado de catorce cargos acusatorios: no encontramos más que uno, el del escrito; nos enteramos incluso de que los expertos no estaban de acuerdo, de que uno, Monsieur Gobert, fue amonestado de manera terminante

porque no se decidía a sacar conclusiones en el sentido deseado. Se comentaba también que habían acudido veintitrés oficiales para hundir a Dreyfus con sus testimonios.

Desconocemos los interrogatorios, pero parece seguro que no todos declararon en contra;

conviene mencionar además que todos pertenecían al Ministerio de la Guerra. Es un proceso en familia, están como en casa. No hay que olvidarlo: el Estado Mayor quiso el juicio, juzgó a Dreyfus y acaba de juzgarlo por segunda vez.

Por lo tanto, sólo quedaba el escrito, y los expertos no se pusieron de acuerdo. Cuentan que, en la sala de deliberación, los jueces, naturalmente, se disponían a absolver. ¡Qué fácil es comprender ahora la desesperada obstinación con la que hoy, para justificar la condena, se afirma la existencia de una prueba secreta, abrumadora, una prueba que no se

puede enseñar, que lo legitima todo, ante la que hemos de inclinarnos, Dios invisible a

incognoscible! ¡Niego esa prueba, la niego con todas mis fuerzas! Una prueba ridícula, sí, tal vez la prueba donde se habla de mujercuelas y que alude a un tal D. que se ha vuelto demasiado exigente: sin duda algún marido que opina que no pagan lo suficiente a su mujer. ¡Pero no una prueba que afecte a la defensa nacional, que no se podría revelar sin que al día siguiente se declarara la guerra! ¡No y no! ¡Mentira! Y lo más odioso, lo más cínico, es que mienten impunemente sin que nadie pueda demostrárselo. Alborotan a Francia, se amparan en la legítima emoción de ésta, acallan las bocas tras turbar los corazones y pervertir las mentes. No conozco mayor delito cívico.

Éstos son, señor presidente, los hechos que explican cómo pudo cometerse un error judicial; y las pruebas morales, la situación económica de Dreyfus, la ausencia de motivos, su continuo grito de inocencia, acaban por mostrárnoslo como una víctima de la extraordinaria imaginación del comandante Du Paty de Clam, del ambiente clerical que lo rodeaba, de esa caza a los «cochinos judíos» que deshonor nuestros tiempos.

Llegamos ya al caso Esterhazy. Han transcurrido tres años, muchas conciencias siguen profundamente turbadas, se inquietan, buscan y acaban por convencerse de la inocencia de Dreyfus.

No voy a narrar la trayectoria de dudas y posterior convicción de Monsieur Scheurer-Kestner. Sin embargo, mientras él investigaba por su lado, graves hechos ocurrían en el propio Estado Mayor. Había muerto el coronel Sandherr, y el teniente coronel Picquart le había sucedido como jefe del Bureau de Renseignements. Un día, hallándose éste en funciones, cayó en sus manos una carta-telegrama enviada al comandante Esterhazy por un agente de una potencia extranjera. Su estricto deber era abrir una investigación. Lo cierto es que nunca obró al margen de la voluntad de sus superiores. Confió, pues, sus sospechas a éstos, al general Gonse, al general De Boisdeffre y, por fin, al general Billot, quien había sucedido al general Mercier como ministro de la Guerra. El famoso expediente Picquart, del que tanto se ha hablado, nunca ha sido más que el expediente Billot, o sea, un expediente realizado por un subordinado para su ministro, expediente que aún debe de hallarse en el Ministerio de la Guerra. Las pesquisas se prolongaron de mayo a septiembre de 1896, y lo que hay que afirmar en voz alta es que el general Gonse estaba convencido de la culpabilidad de Esterhazy y que ni el general De Boisdeffre ni el general Billot ponían en duda que el escrito fuera de puño y letra de Esterhazy. La investigación del teniente coronel Picquart había llevado a esa evidente constatación. Pero se produjo una enorme conmoción, ya que la condena de Esterhazy acarrearía inevitablemente la revisión del caso Dreyfus; y el Estado Mayor no quería eso a ningún precio.

Debió de darse entonces un minuto psicológico lleno de angustia. Observe que el general Billot no estaba en absoluto comprometido, acababa de llegar, podía establecer la verdad. No se atrevió, sin duda por miedo a la opinión pública y por temor a implicar a todo el Estado Mayor, al general De Boisdeffre, al general Gonse, sin contar a los subordinados. Después, no hubo más que un minuto de lucha entre su conciencia y lo que creyó que era el interés militar. Pasó el minuto y fue ya demasiado tarde. Se había comprometido, se había embarcado. Desde entonces su responsabilidad no ha hecho más que

aumentar, cargo con el delito de los demás, se ha vuelto tan culpable como los otros, más culpable aún, pues fue dueño de hacer justicia y no hizo nada. ¿No lo entiende usted? ¡Hace ya un año que el general Billot, que los generales De Boisdeffre y Gonse saben que Dreyfus es inocente y han guardado para sí esa cosa atroz! ¡Y esa gente duerme y quiere a su mujer y a sus hijos!

El teniente coronel Picquart había cumplido con su deber como hombre honrado que era. Insistió ante sus superiores en nombre de la justicia. Hasta les suplicó, les dijo cuán poco políticos eran sus aplazamientos, previó la terrible tormenta que se avecinaba y que estallaría cuando se supiera la verdad. El mismo lenguaje utilizó después Monsieur Scheurer-Kestner delante del general Billot cuando le exhortó a que, por patriotismo, se encargara personalmente del caso, a que no lo dejara agravarse hasta el punto de degenerar en un desastre público. ¡No! El crimen se había cometido, el Estado Mayor no podía ya confesar su delito. Trasladaron al teniente coronel Picquart, fueron alejándolo cada vez más, hasta Túnez, donde un día incluso quisieron honrar su valentía encomendándole una misión en el lugar en que halló la muerte el marqués de Mores, misión que seguramente hubiera acabado con él. ¿Cómo creer que hubiera caído en desgracia si el general Gonse mantenía con él una correspondencia amistosa? Ciertamente, hay secretos que más vale no haber descubierto.

En París, la verdad avanzaba, irresistible, y ya sabemos de qué modo estalló la esperada tormenta. Monsieur Mathieu Dreyfus denunció al comandante Esterhazy, acusándolo de ser el autor verdadero del escrito, en el momento en que Monsieur Scheurer-Kestner se disponía a entregar al ministro de justicia una petición de revisión del proceso. Entra entonces en escena el comandante Esterhazy. Algunos testigos lo presentan al principio trastornado y dispuesto a suicidarse o a huir. Después, súbitamente, se vuelve audaz y asombra a París por su violenta actitud. Era evidente que le habían llegado apoyos; había recibido una carta anónima que le advertía de las intrigas de sus enemigos a incluso una noche una misteriosa dama se molestó en devolverle una prueba, robada al Estado Mayor, que lograría salvarle. No puedo evitar ver tras todo esto al teniente coronel Du Paty de Clam, pues conozco las artimañas de su fértil imaginación. Su obra, la culpabilidad de Dreyfus, se hallaba en peligro y seguramente quiso defenderla. ¿Revisión del caso? ¡Sería el hundimiento del trágico y extravagante folletín cuyo abominable desenlace se desarrolla en la isla del Diablo! ¡Y él no podía consentir eso! A partir de ese instante tendrá lugar un duelo entre el teniente coronel Picquart y el teniente coronel Du Paty de Clam, uno a rostro descubierto, el otro enmascarado. Volveremos a encontrarnos poco después ante la justicia civil. En el fondo, el Estado Mayor sigue defendiéndose, se niega a confesar su delito, cuya abominación crece por momentos. La gente se preguntaba estupefacta quiénes protegían al comandante Esterhazy. El primer protector, en la sombra, era el teniente coronel Du Paty de Clam, quien lo maquinó y lo organizó todo. Su actuación se delata por lo absurdo de sus recursos. Después está el general De Bois deffre, el general Gonse y el mismo general Billot, que se ven obligados a absolver al comandante, ya que no pueden dejar que se reconozca la

inocencia de Dreyfus sin que todo el Ministerio de la Guerra se hunda en el desprecio público.

Y lo más gordo de esa prodigiosa situación es que la única persona honesta en todo eso, el teniente coronel Picquart, el único que cumplió con su deber, acabará convirtiéndose en una víctima y sobre él caerán la bafa y el castigo.

¡Oh, justicia, qué horrible desaliento nos invade el alma! Se atreverán a decir que él es el falsario, el que ha creado la carta-telegrama para culpar a Esterhazy. Pero ¡santo cielo!

¿Por qué? ¿Con qué objeto? Déme usted un motivo. ¿O es que el teniente coronel Picquart también está pagado por los judíos? Lo bueno del caso es que precisamente era antisemita. ¡Sí! Asistimos a un infame espectáculo, hombres cubiertos de deudas y crímenes que ven proclamada su inocencia mientras se destruye el honor mismo, se destruye

a un hombre sin mácula. Cuando una sociedad llega a esos extremos, entra en descomposición.

Éste es, señor presidente, el caso Esterhazy: un culpable que convenía declarar inocente. Desde hace casi dos meses, podemos seguir hora a hora esa hermosa labor. Abrevio, porque aquí sólo se trata de resumir la historia cuyas páginas, unas páginas que

quemar las manos, se escribirán algún día en toda su extensión. Vimos, pues, cómo el general De Pellieux, y después el comandante Ravary, dirigían una investigación perversa de la que los sinvergüenzas salían transfigurados, y los honrados, mancillados. Luego se convocó el consejo de guerra.

¿Quién podía esperar que un consejo de guerra deshiciera lo que otro consejo de guerra había hecho?

Ya no me refiero siquiera a la elección de los jueces. La idea superior de disciplina que llevan en la sangre esos soldados, ¿no basta para invalidar su capacidad de equidad? Quien dice disciplina dice obediencia. Después de que el ministro de la Guerra, el gran jefe, estableciera públicamente, entre aclamaciones de los representantes de la nación, la autoridad de lo ya juzgado, ¿cómo queréis que un consejo de guerra lo desmienta rotundamente? Desde un punto de vista jerárquico, resulta imposible. El general Billot sugestionó a los jueces con su declaración, y éstos juzgaron como si tuvieran que tirarse al fuego, sin razonar. La opinión preconcebida que alegaron desde sus sitios fue, evidentemente, la siguiente: «Dreyfus fue condenado por delito de traición por un consejo de guerra, por lo tanto es culpable; y nosotros, un consejo de guerra, no podemos

declararlo inocente; sabemos, pues, que reconocer la culpabilidad de Esterhazy sería proclamar la inocencia de Dreyfus». Nadie podía quitarles esa idea de la cabeza. Pronunciaron una sentencia inicua, que pesará para siempre sobre nuestros consejos de guerra y que desde ahora volverá sospechosa cualquier decisión que se tome. Si el primer

consejo de guerra pudo pecar por falta de inteligencia, el segundo es, por fuerza, criminal.

Su excusa, lo repito, reside en que el jefe supremo había declarado que lo juzgado era inatacable, sacrosanto y superior a los hombres, de modo que unos subordinados no pudieran decir lo contrario. Nos hablan del honor del ejército, quieren que lo amemos, que lo respetemos. ¡Ah, el ejército que se alzaría a la primera amenaza, que defendería el

suelo francés, ese ejército es todo el pueblo y por ese ejército, sí, no sentimos más que afecto y respeto! Pero no es ése el ejército cuya dignidad deseamos en nuestro afán de

justicia. Se trata del sable, el amo que quizá nos den mañana. Y besar con unción la empuñadura del sable-Dios, ¡eso no!

Por otra parte, lo he demostrado: el caso Dreyfus era el caso de los servicios del Ministerio de la Guerra; un oficial del Estado Mayor, denunciado por sus compañeros de Estado Mayor, condenado bajo la presión de los jefes del Estado Mayor. Una vez más, no pueden declararlo inocente sin culpar a todo el Estado Mayor. Por eso, los servicios del Ministerio, me di ante todos los recursos imaginables, campañas de prensa, comunicados, influencias, apoyaron a Esterhazy para perder por segunda vez a Dreyfus. ¡Qué limpieza debiera hacer el Gobierno republicano en esa jesuita, como la llama el mismo general Billot! ¿Dónde está el gabinete auténticamente fuerte y de prudente patriotismo que se atreva a refundirlo y a renovarlo todo? ¡Conozco a tanta gente que, ante la posibilidad de una guerra, tiembla acongojada al saber en qué manos se halla la defensa nacional! ¡Y en qué nido de ruines intrigas, de comadreo y dilapidaciones se ha convertido ese asilo sagrado donde se decide la suerte de la patria! ¡Da pánico enfrentarse a la terrible luz que acaba de provocar el caso Dreyfus, ese sacrificio humano de un infeliz, de un «cochino judío»! ¡Ah!, cuánta agitación de necios y dementes, cuántas imaginaciones desbordadas, prácticas de policía barata, de inquisición y tiranía, el capricho de unos cuantos con galones que aplastan con sus botas a la nación, haciéndole tragar su grito de verdad y de justicia bajo el falaz y sacrílego pretexto de la razón de Estado.

También es un crimen haberse apoyado en la prensa inmunda, haberse dejado defender por toda la chusma de París, que triunfa, insolente, al venirse abajo el derecho y la simple honestidad. Es un crimen haber acusado de perturbar a Francia a quienes la desean generosa, a la cabeza de las naciones libres y justas, cuando precisamente en su interior se urde el impúdico complot para imponer el error ante el mundo entero. Es un crimen desorientar a la opinión pública, utilizar para una campaña mortal a esa opinión pública que han pervertido hasta lograr que delirara. Es un crimen envenenar a los pequeños y a los humildes, enardecer las pasiones reaccionarias a intolerantes que se ocultan tras ese odioso antisemitismo que provocará la muerte de la gran Francia liberal de los derechos del hombre, si antes no la curan. Es un crimen explotar el patriotismo para fomentar el odio y, en fin, es un crimen hacer del sable el Dios moderno cuando toda la ciencia humana trabaja para la obra verdadera de verdad y justicia.

Esa verdad, esa justicia que con tanta pasión deseamos, ¡qué desaliento ver cómo las abofetean hasta desfigurarlas y alienarlas! Sospecho qué desmoronamiento estará produciéndose en el alma de Monsieur Scheurer-Kestner, y estoy seguro de que acabará por arrepentirse de no haber adoptado una actitud revolucionaria el día de la interpelación ante el Senado y de no haber soltado cuanto llevaba dentro para acabar de una vez con todo. Ha sido un hombre grande y honrado, leal, ha creído que la verdad se bastaba a sí misma, sobre todo porque le parecía clara como el día. ¿De qué servía trastornarlo todo si pronto luciría el sol? Ahora sufre el castigo cruel de esa confiada serenidad. Lo mismo ocurre con el teniente coronel Picquart, quien, movido por un sentimiento de elevada

dignidad, no quiso publicar las cartas del general Gonse. Esos escrúpulos le honran tanto más cuanto que, mientras él seguía respetando la disciplina, sus superiores le cubrían de lodo a instruían el proceso personalmente, de la manera más inesperada y más ultrajante.

Dos víctimas, dos seres honestos, dos corazones simples, se encomendaron a Dios mientras actuaba el diablo. En el caso del teniente coronel Picquart, llegamos a presenciar

además un espectáculo innoble: un tribunal francés, tras dejar que el ponente declarara públicamente en contra de un testigo y le acusara de todos los cargos posibles, mandó despejar la sala cuando el testigo fue introducido para que se explicase y se defendiese. Afirmo que éste es un crimen más y que ese crimen sublevará la conciencia universal. Decididamente, los tribunales militares poseen una idea muy singular de la justicia. Ésta es pues la verdad pura y simple, señor presidente. Es espantosa, y quedará siempre como una mancha de su presidencia. Sospecho que carece usted de poder alguno en este caso, que es usted esclavo de la Constitución y de aquellos que le rodean. No por eso deja

usted de tener, en tanto que hombre, un deber que no podrá olvidar y que tendrá que cumplir. Eso no significa que yo, por mi parte, desconfíe del triunfo. Lo repito con una certeza aún más ve hemente: la verdad está en marcha y nada la detendrá. El caso no ha comenzado hasta hoy, pues sólo hoy las posiciones están claras: de un lado, los culpables

que no quieren que se haga la luz; del otro, los justicieros que darán su vida por que se haga. Lo dije en otro lugar y lo repito aquí: cuando se oculta la verdad bajo tierra, ésta se

concentra, adquiere tal fuerza explosiva que, el día en que estalla, salta todo con ella. Ya veremos si no acaba de fraguarse más adelante el más estrepitoso desastre.

Pero la carta se alarga, señor presidente, y ya va siendo hora de concluir.

Yo acuso al teniente coronel Du Paty du Clam de haber sido el diabólico artífice del error judicial, quiero creer que por inconsciencia, y de haber defendido posteriormente su

nefasta obra, a lo largo de tres años, mediante las más descabelladas y delictivas maquinaciones.

Acuso al general Mercier de haberse hecho cómplice, cuando menos por debilidad de carácter, de una de las mayores iniquidades del siglo.

Acuso al general Billot de haber tenido en sus manos las pruebas evidentes de la inocencia de Dreyfus y de haber echado tierra sobre el asunto, de ser culpable de ese delito de lesa humanidad y de lesa justicia con fines políticos y para salvar al Estado Mayor, que se vela comprometido en el caso.

Acuso al general De Boisdeffre y al general Gonse de ser cómplices del mismo delito, el uno sin duda por apasionamiento clerical, el otro quizá por ese corporativismo que convierte al Ministerio de la Guerra en un lugar sacrosanto, inatacable.

Acuso al general De Pellieux y al comandante Ravary de haber realizado una investigación

perversa, esto es, una investigación monstruosamente parcial que nos depara, con el informe del segundo, un imperecedero monumento de cándida audacia.

Acuso a los tres expertos en escrituras, los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, de haber redactado informes mendaces y fraudulentos, a menos que una revisión médica declare que estos señores padecen una enfermedad de la vista o mental.

Acuso a los servicios del Ministerio de la Guerra de haber promovido en la prensa,

particularmente en *L'Éclair* y en *L'Écho de Paris*, una abominable campaña a fin de desorientar a la opinión pública y encubrir sus propios errores.

Acuso, por último, al primer consejo de guerra de haber violado el derecho al condenar a un acusado basándose en una prueba que permaneció secreta, y acuso al segundo consejo de guerra de haber ocultado esa ilegalidad, por decreto, cometiendo a su vez el delito jurídico de absolver conscientemente a un culpable.

Al lanzar estas acusaciones, no ignoro que me expongo a que se me apliquen los artículos 30 y 31 de la Ley de Prensa del 29 de julio de 1881, que castiga los delitos de difamación. Pero me arriesgo voluntariamente.

En cuanto a las personas a las que acuso, no las conozco, nunca las he visto, no siento hacia ellas ni rencor ni odio. Para mí sólo son entes, espíritus de perversión social. Y el acto que ahora ejecuto no es más que un medio revolucionario para acelerar la explosión de la verdad y de la justicia.

Solo añelo una cosa, y es que se haga la luz en nombre de la humanidad que tanto ha sufrido y que tiene derecho a la felicidad. Mi ardiente protesta no es sino un grito que me

surge del alma. ¡Que se atrevan, pues, a llevarme ante los tribunales y que la investigación tenga lugar a plena luz del día!

Entretanto, espero.

Acepte, señor presidente, mi más profundo respeto.

Declaración ante el jurado

Fue publicada en L'Aurore el 22 de febrero de 1898. Había leído estas páginas el día antes, el 21 de febrero, ante el jurado que debía condenarme. El 13 de enero, el mismo día en que apareció mi Carta al presidente de la República, la Cámara decidió iniciar diligencias judiciales contra mí por 312 votos contra 122. El 18, el general Billot, ministro de la Guerra, puso la denuncia en manos del ministro de Justicia. El 20, recibí la citación, que, de toda mi carta, sólo mencionaba quince líneas. El 7 de febrero se iniciaron las vistas y ocuparon quince sesiones, hasta el 23, día en que fui condenado a un año de cárcel y a pagar una multa de tres mil francos. Por su parte, los tres expertos,

los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, me denunciaron por difamación.

Señores del jurado,

en la Cámara, en la sesión del 22 de enero, Monsieur Méline, presidente del Consejo de Ministros, declaró, entre los aplausos frenéticos de una complaciente mayoría, que no desconfiaba de los doce ciudadanos en cuyas manos ponía la defensa del ejército. A ustedes se refería, señores. Y del mismo modo que el general Billot dictó desde el estrado

su sentencia al consejo de guerra encargado de absolver al comandante Esterhazy, dando

a unos subordinados la consigna militar de respetar sin discusión lo ya juzgado, también Monsieur Méline ha decidido ordenarles que me condenen en nombre del respeto al ejército, acusándome de haberlo ultrajado. Denuncio, ante la conciencia de la gente decente, esta presión que los poderes públicos ejercen sobre la justicia del país. Son abominables costumbres políticas que deshonran a una nación libre.

Ya veremos, señores, si ustedes se disponen a obedecer esa orden. Pero no es cierto que yo esté aquí, ante ustedes, por voluntad de Monsieur Méline. Éste ha cedido a la necesidad de perseguirme llevado básicamente por una gran preocupación, el terror a que

se dé un nuevo paso hacia la verdad. Todo el mundo lo sabe. Si estoy ante ustedes es porque he querido. Yo, y sólo yo, decidí que había que llevar este oscuro y monstruoso

caso ante su jurisdicción, y sólo yo, por iniciativa propia, les elegí a ustedes, la mayor y más directa emanación de la justicia francesa, para que Francia se entere de todo y se pronuncie. Mi acto no tiene otro objetivo y mi persona no es nada, la sacrifico, pues me siento satisfecho de haber puesto en manos de ustedes no solo el honor del ejército, sino el honor, ahora amenazado, de toda la nación.

Me absolverían, pues, si en sus conciencias se hubiera hecho ya del todo la luz. Si no hay tal luz, no sería culpa mía. Estaría yo soñando cuando pensé que podría mostrarles todas las pruebas y les consideré los únicos dignos de ellas, los únicos competentes.

Empezaron por quitarles a ustedes por un lado lo que parecía llegarles por el otro.

Simulaban aceptar su competencia, pero mientras confiaban en ustedes para vengar a los

miembros de un consejo de guerra, otros oficia les permanecían intocables, más allá de vuestra misma justicia. Entiéndalo quien pueda. Es el absurdo al que lleva la hipocresía, y

de ello se desprende, con toda evidencia, que han tenido miedo de su sentido común, que

no se han atrevido a correr el riesgo de dejarnos a nosotros decirlo todo y dejarles a ustedes juzgarlo todo. Ellos dicen que quisieron acotar el escándalo; ¿qué piensan ustedes

de ese escándalo, de ese acto mío que consistía en hacerles entrega del caso, en querer que fuese el pueblo, encarnado en sus personas, quien juzgara? Afirman también que no podían aceptar una revisión camuflada del caso, y de ese modo no hacen sino confesar que, en el fondo, lo único que temen es el control soberano que ustedes ejercen. Ustedes son los máximos representantes de la ley; y esa ley del pueblo elegido fue la que deseé, la

que respeto profundamente como buen ciudadano, y no los sospechosos procedimientos con los que creían burlarse de ustedes.

Sírvame esto de disculpa, señores, por haberles sacado de sus ocupaciones y no haber sido capaz de aportarles la luz que me proponía ha cer resplandecer. La luz, toda la luz, ése fue mi único y apasionado anhelo. Estas sesiones acaban de demostrarlo: hemos tenido que luchar paso a paso contra un deseo obstinado de ocultación. Ha sido preciso un combate para arrancar cada retazo de verdad; lo hemos discutido todo, nos lo han negado todo, han aterrorizado a nuestros testigos con ánimo de impedir que aportaran pruebas. Y hemos luchado sólo por ustedes, para que ustedes dispusieran por entero de esa prueba, para poder pronunciarse sin remordimiento alguno, en conciencia. Por lo tanto, estoy seguro de que ustedes tendrán en cuenta nuestros esfuerzos y de que, además,

se ha conseguido aclarar un poco más este caso. Ya han oído a los testigos, ahora oirán a

mi defensor, que les contará la verdadera historia, esa historia que solivianta a todo el mundo y que nadie conoce. Me siento tranquilo, la verdad está ahora en ustedes, y actuará.

Así pues, Monsieur Méline creyó imponerles a ustedes el veredicto al confiarles el honor del ejército. En nombre de ese mismo honor del ejército apelo yo ahora a la justicia

de este jurado. Desmiento rotundamente lo que dijo Monsieur Méline, nunca ultrajé el ejército. En cambio, he declarado mi cariño y mi respeto por la nación en armas, por nuestros queridos soldados de Francia, que se alzarían a la primera amenaza y que defenderían el suelo francés. Asimismo, es falso que haya atacado a sus superiores, a los

generales que les llevarían a la victoria. ¿Acaso decir que algunos miembros concretos del Ministerio de la Guerra han comprometido con sus actuaciones al mismo ejército es insultar el ejército entero? ¿No será más bien digno de un buen ciudadano salvaguardar al

ejército de todo compromiso y lanzar el grito de alarma para que los errores - los únicos por los que nos vemos enfrentados- no vuelvan a producirse ni nos lleven a nuevas derrotas? De todos modos, no voy a defenderme; prefiero que la historia se ocupe de juzgar mi acto, un acto que era necesario. Sin embargo, afirmo que están deshonrando al ejército al permitir que la policía proteja al comandante Esterhazy después de las abominables cartas que ha escrito. Afirmo que a ese valiente ejército lo están insultando cada día unos ladrones que, so pretexto de defenderlo, lo ensucian con su ruin complicidad, arrastrando por el barro todo lo bueno y grande que aún posee Francia.

Afirmo que son ellos los que deshonran a ese gran ejército nacional cuando mezclan los gritos de «¡Viva el ejército!» con los de «¡Mueran los judíos!». Y han gritado también: «¡Viva Esterhazy!». ¡Por Dios!, el pueblo de san Luis, de Bayard, de Condé y de Hoche,

el pueblo de las grandes guerras de la República y del Imperio, el pueblo que ha deslumbrado al universo con su fuerza, su gracia y su generosidad, ese pueblo ha gritado:

«¡Viva Esterhazy!». Es un oprobio que sólo puede lavarse con nuestro esfuerzo en pro de

la verdad y la justicia.

Ya conocen la leyenda que se ha creado. Dreyfus fue condenado justa y legalmente por siete oficiales infalibles, de quienes no podemos dudar sin insultar el ejército entero.

Dreyfus expía su abominable fechoría mediante una vengadora tortura. Y, como es judío,

se creó una cofradía judía, una cofradía internacional de hombres sin patria que disponían

de centenares de millones, con objeto de salvar al traidor aun a costa de las más impudentes maniobras. A partir de entonces, esa cofradía empezó a acumular crímenes: compró conciencias, sumió a Francia en una criminal agitación, decidido a venderla al enemigo, a hundir a Europa en el desastre de una guerra, antes que renunciar a sus espantosos designios. Sí, muy sencillo, o mejor dicho, muy infantil y necio, como ustedes

pueden ver. No obstante, con ese pan emponzoñado alimenta la prensa desde hace meses

a nuestro pueblo. Y nada tiene de extraño que se produzca una crisis desastrosa, pues cuando hasta tal punto se siembra estulticia y embuste, forzosamente se cosecha demencia.

Por supuesto, señores, no quiero insultarles pensando que hasta ahora han dado ustedes crédito a ese cuento chino. Les conozco, sé quiénes son. Encarnan ustedes el corazón y el

discernimiento de París, de mi gran París, la ciudad donde nací, a la que amo con infinito

cariño, a la que estudio y canto desde hace casi cuarenta años. Y también sé lo que cruza

en este momento sus mentes; porque, antes de venir a sentarme aquí, como acusado, me he sentado ahí, en el banco que ustedes ocupan. Representan a la opinión de la mayoría, aspiran a ser la cordura y la justicia de la masa. Dentro de poco me hablaré con el pensamiento entre ustedes, en la sala de deliberaciones, y estoy convencido de que

tratarán de salvaguardar sus intereses como ciudadanos, que son, naturalmente, según ustedes, los intereses de la nación entera. Podrán equivocarse, pero errarán si piensan que, al asegurar el bien de ustedes mismos, aseguran el bien de todos.

Puedo verles en su hogar, por la noche, bajo la luz de la lámpara; puedo oír cómo charlan con sus amigos, les acompaño por sus talleres y por sus tiendas. Todos ustedes son trabajadores, comerciantes unos, industriales otros, y algunos ejercen profesiones liberales. A ustedes les inquieta, inquietud muy legítima, el estado deplorable en que se hallan las finanzas. En todas partes, la crisis actual amenaza con convertirse en un desastre, disminuyen los ingresos, y las transacciones comerciales se vuelven cada vez más difíciles. De modo que la preocupación que les trajo aquí y que leo en sus rostros es la de que están hartos y que hay que acabar de una vez. No están aún entre los muchos que dicen: «¿Qué nos importa que haya un inocente en la isla del Diablo? Por el interés de uno solo, ¿valdrá la pena turbar de esa manera a un gran país?». Con todo, piensan ustedes que nuestra agitación, la de los que tienen sed de verdad y justicia, se está pagando a un precio demasiado alto si se compara con todo el mal que, según nuestros acusadores, hacemos. Y si me condenan, señores, no habrá en su veredicto más que el deseo de calmar a los suyos, la necesidad de que florezcan sus negocios, la creencia de que, al condenarme, detendrán una campaña reivindicativa perjudicial para los intereses de Francia.

Pues bien, señores, se equivocarían de todas todas. Háganme el honor de creer que no estoy aquí para defender mi libertad. Si me condenan, no lograrán más que engrandecerme. Quien sufre por la verdad y la justicia, pasa a ser augusto y sagrado. Mírenme, señores, ¿tengo cara de vendido, de embustero y de traidor? ¿Por qué, pues, actuaría como lo hago? No me mueve la ambición política ni la pasión de un sectario. Soy un escritor libre que ha dedicado su vida al trabajo, que mañana se reintegrará a su condición y que proseguirá la tarea interrumpida. ¡Y qué necios son los que me llaman «el Italiano», a mí, nacido de madre francesa, educado por abuelos de La Beauce, campesinos de esa recia tierra, a mí, que perdí a mi padre a los siete años, que no fui a Italia hasta la edad de cincuenta y cuatro años y sólo con objeto de documentarme para un libro. Ello no impide que me sienta muy orgulloso de que mi padre fuera oriundo de Venecia, esa resplandeciente ciudad cuya antigua gloria permanece aún en todos los recuerdos. Y aun así, si no fuera francés, ¿acaso los cuarenta volúmenes en lengua francesa, de los que corren millones de ejemplares por el mundo entero, no bastan para hacer de mí un francés, útil a la gloria de Francia?

Por lo tanto, no me defiendo. Pero ¡qué error cometerían si creyeran que, al condenarme, restablecerían el orden en nuestro infortunado país! ¿No comprenden ahora

que el país muere de la oscuridad en que se empeñan en sumirlo, del equívoco en que agoniza? Los errores de los gobernantes se amontonan sobre otros errores, las mentiras traen nuevas mentiras, de modo que el cúmulo llega a ser espantoso. Se ha cometido un error judicial y desde entonces, para disimularlo, no ha habido más remedio que cometer

cada día un nuevo atentado contra la sensatez y la equidad. La condena de un inocente conllevó la absolución de un culpable; y hoy les piden que me condenen a mí porque grité mi angustia al ver que la patria se encaminaba hacia un destino atroz. ¡Pues condénenme!, pero será un error más, otro más, un error con cuyo peso cargarán ustedes en la historia futura. Mi condena, en lugar de traer la paz que desean, que deseamos todos, no será más que una nueva semilla de pasión y desorden. El vaso está colme, se lo

aseguro, no hagan que se desborde.

¿Cómo no son ustedes plenamente conscientes de la terrible crisis por la que atraviesa el país? Algunos dicen que somos los autores del escándalo, que los amantes de la verdad

y de la justicia son quienes perturban la nación, quienes provocan los alborotos. Decir eso

equivale a burlarse de la gente. ¿Acaso no está informado el general Billot, por no citar a

otros, desde hace ya dieciocho meses? ¿Acaso no le instó el coronel Picquart a que se ocupara personalmente de la revisión si no quería que estallara la tormenta y se trastornara todo? ¿No le suplicó Monsieur Scheurer-Kestner, con lágrimas en los ojos, que pensara en Francia, que evitara tamaña catástrofe? ¡No! Nuestro deseo fue dar facilidades, quitarle hierro al asunto, y, si el país está angustiado, el responsable es el poder, que, en su afán por ocultar a los culpables y movido por intereses políticos, se negó a todo creyendo que tendría bastante fuerza para impedir que se hiciera la luz. Desde aquel día, se ha limitado a manobrar en la sombra, a favor de las tinieblas, y él, solo él, es responsable del violento malestar en que se sumen las conciencias.

¡Ah, señores, qué pequeño se nos antoja el caso Dreyfus en estos momentos, qué perdido y qué lejano con respecto a los aterradoros problemas que ha suscitado! Ya no hay caso Dreyfus, ahora solo se trata de saber si Francia sigue siendo la Francia de los derechos del hombre, la que dio la libertad al mundo, la que debía darle la justicia.

¿Somos aún el pueblo más noble, más fraternal, más generoso? ¿Conservamos en Europa

nuestro renombre de equidad y humanidad? Además, ¿no son precisamente nuestras conquistas las que ahora están en tela de juicio? Abran los ojos y comprendan de una vez

que, para que Francia se halle en tal confusión, ha de sentirse sublevada en lo más hondo

de su alma y alarmada a la vista de un temible peligro. Un pueblo no se desquicia de ese modo sin que su vida moral se vea amenazada. El momento reviste excepcional gravedad, y está sobre el tapete la salvación del país.

Y cuando hayan entendido esto, señores, comprenderán que solo existe una solución posible: decir la verdad, impartir justicia. Todo aquello que retrase la llegada de la luz, todo lo que añada tinieblas a las tinieblas, no hará sino prolongar la crisis. La misión de los buenos ciudadanos, de los que sienten el imperativo de acabar de una vez, consiste en

exigir la plena luz. Empezamos a ser muchos los que así lo creemos. Los hombres de letras y de ciencia, los filósofos, se alzan por todas partes en nombre de la inteligencia y de la razón. Y ya no hablo del extranjero, del temblor que ha sacudido a toda Europa.

Sin

embargo, el extranjero no tiene por qué ser el enemigo. No hablemos de aquellos que mañana puedan ser nuestros adversarios. Pero Rusia nuestra gran aliada, la pequeña y generosa Holanda, todos los simpáticos pueblos del Norte esas tierras de lengua francesa,

Suiza y Bélgica ¿por qué tendrán hoy el corazón oprimido, desbordante de fraternal sufrimiento? ¿Sueñan ustedes con una Francia aislada del mundo? ¿Quieren que, al cruzar la frontera, ya nadie les sonría por su legendaria fama de equidad y humanidad? ¡Qué desgracia, señores! Tal vez ustedes, como tantos otros, estén esperando la chispa provocadora, la prueba de la inocencia de Dreyfus, que caería del cielo como un trueno. La verdad no suele revelarse así, exige investigación e inteligencia. Y sabemos muy bien

dónde está la prueba de esa verdad. Pero sólo la recordamos en la intimidad, y nuestra angustia por la patria nos hace temer que quizás algún día, tras haber comprometido el honor del ejército con una mentira, recibamos la violenta respuesta a esa prueba. También quiero declarar abiertamente que, si bien mencionamos anteriormente como testigos a algunos miembros de las embajadas, nuestra primera y firme intención no fue la de citarlos para que declararan. Hubo quien se sonrió ante nuestra audacia. Pero no creo que en el Ministerio de Asuntos Exteriores se hayan sonreído, porque al lí debieron

de entender. Nos hemos limitado a querer decir a los que saben la verdad que nosotros también la sabemos. Esa verdad corre por las embajadas, y mañana todos la conocerán. Ahora nos es imposible ir a buscarla donde está, protegida como se halla por formalidades insuperables. El Gobierno, que nada ignora, el Gobierno que, igual que nosotros, cree firmemente en la inocencia de Dreyfus, podrá, cuando lo desee y sin ningún riesgo, requerir a los testigos que por fin aporten la luz.

Dreyfus es inocente, lo juro. Respondo con mi vida, respondo con mi honor. En esta hora solemne, ante este tribunal que representa a la justicia humana, ante ustedes, señores

del jurado, que son la esencia misma de la nación, ante toda Francia, ante el mundo entero, juro que Dreyfus es inocente. Por mis cuarenta años de trabajo, por la autoridad que esa labor pueda haberme dado, juro que Dreyfus es inocente. Y por todo lo que conquisté, por la fama que me labré, por mis obras, que ayudaron a la difusión de las letras francesas, juro que Dreyfus es inocente. ¡Que todo se desmorone, que desaparezcan

mis obras, si Dreyfus no es inocente! Dreyfus es inocente.

Todo parece confabularse contra mí: las dos Cámaras, el poder civil, el poder militar, los periódicos de gran tirada, la opinión pública, a la que han envenenado. Sólo me queda

la idea, un ideal de verdad y de justicia. Y me siento muy tranquilo; venceré.

No quería que mi país siguiera viviendo en la mentira y en la injusticia. Podrán ustedes condenarme aquí mismo. Algún día, Francia me dará las gracias por haberla ayudado a salvar su honor.

Carta a Monsieur Brisson, presidente del Consejo de Ministros

Esta carta vio la luz en L'Aurore, el 16 de julio de 1898.

Habían ocurrido muchas cosas que resumiré rápidamente. El 2 de abril, el Tribunal Supremo, ante quien yo había recurrido, anuló la sentencia declarando que el caso competía a un consejo de guerra y no al ministro de la Guerra. Ese consejo de guerra, reunido el día 8, decidió que procedería contra mí y propuso además que se eliminara mi

nombre de las planas de la Legión de Honor. La nueva citación, que se realizó el 11 de abril, sólo recogía tres líneas de mi «Carta a Monsieur Félix Faure, presidente de la República». El 23 de mayo, por lo tanto, volvió el proceso a la Audiencia de Versalles. Pero como mi abogado, Labori, recusó la competencia del tribunal y éste se declaró competente, recurrimos al Supremo, circunstancia que paralizó las sesiones. Por fin, el 16 de junio, al rechazar nuestro recurso el Tribunal Supremo, tuvimos que volver a la Audiencia de Versalles, el 18 de julio. Por otra parte, el 15 de junio cayó el gabinete Méline y, el 28, le sucedía el gabinete Brisson.

El 9 de julio, los tres expertos, los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, consiguieron que se me condenara a dos meses de cárcel con sobreesimiento, y a pagar una multa de dos mil francos y una indemnización de cinco mil francos a cada experto. Monsieur Brisson,

encarnaba usted la virtud republicana, era el preclaro simbolo de la honestidad civica. Y, de súbito, tropieza usted en el monstruoso caso. Al instante quedó despojado de su soberanía moral; ya no es sino un hombre capaz de cometer errores y comprometido. [...]

Le creía más listo, Monsieur Brisson; pensé que comprendería usted, como yo lo comprendo,

que ningún gabinete podría vivir mientras no se cerrara legalmente el caso Dreyfus. Hay algo enfermo en Francia, y no volveremos a la vida normal hasta que se haya curado la enfermedad. Añado que el gabinete que se encargue de la revisión sera el gran gabinete, el Salvador, el que se impondrá y vivirá.

Por lo tanto, usted se suicidó el primer día, al creer que podía cimentar sólidamente su poder y por mucho tiempo. Y lo peor es que dentro de poco, cuando caiga usted, su honor

político se habrá perdido, pues sólo usted me interesa, y no sus subordinados, el ministro

de la Guerra y el ministro de justicia, pues éstos dependen de usted.

¡Lamentable espectáculo, una virtud que se extingue, el fracaso de un hombre en quien la República había puesto su ilusión, convencida de que éste jamás traicionaría la causa de la justicia! En cambio, desde que dirige usted la nación, ha dejado que le asesinen a la

justicia ante sus mismas narices. Ha matado usted el ideal. Es un crimen. Y todo se paga;

sera usted castigado.

¡Vamos, Monsieur Brisson! ¡Acaba usted de permitir que se realice una investigación que no es sino una farsa ridícula! [...]

¡Y ya ve qué míseros resultados! ¿Cómo? ¿No encontró nada más? Si no aporta más que eso, con las rabiosas ganas que tiene usted de vencernos, significa que, en efecto, sólo hay eso, que ya no sabe dónde buscar. Pero nosotros conocíamos ya sus tres pruebas;

conocíamos sobre todo la que fue presentada ante el tribunal con tanta vehemencia, y es un falsificación tan impúdica, tan grosera, que sólo puede convencer a unos incautos.

Cuando pienso que acudió un general a leer seriamente esta monumental mistificación ante un jurado, que un ministro de la Guerra la leyó otra vez ante unos diputados, y que unos diputados la mandaron publicar en todos los municipios de Francia, me quedo viendo visiones. Creo que es lo más estúpido que se inscribirá nunca en las páginas de la

Historia. Realmente me pregunto qué estado de aberración mental puede provocar el apasionamiento en algunas personas, no más estúpidas que otras, para que concedan el menor crédito a una prueba que tiene todo el aspecto de ser el desafío de un falsario que pretende burlarse de la gente. [...]

Puedo asegurarle que está dejando en ridículo a nuestro Gobierno. Me han contado que, el pasado jueves, la tribuna diplomática estaba vacía. No me extraña. Ningún diplomático

hubiera podido reprimir una carcajada durante la lectura de las tres célebres pruebas. Y no crea que Ale mania, nuestra enemiga, es la única que se lo está pasando en grande.

Rusia, nuestra gran aliada, muy al corriente del caso, bien informada y firmemente convencida de la inocencia de Dreyfus, podría ayudarnos diciéndole qué piensa Europa de nosotros. Quizás a ella, a la amiga soberana, le haga usted caso. ¡Coméntelo, pues, con

su ministro de Asuntos Exteriores!

[...] ¡Las confesiones de Dreyfus, santo cielo! ¿De modo que ignora usted toda esta trágica historia? ¿No conoce el relato auténtico de su detención, de su degradación? ¿Y no ha leído tampoco sus cartas? Son admirables. No conozco páginas más nobles, más elocuentes. Respiran sublimidad en el dolor, y quedarán para la posteridad como un monumento imperecedero, cuando nuestras obras, las obras de los escritores, hayan tal vez caído en el olvido; porque son el sollozo mismo, late en ellas todo el sufrimiento humano. El hombre que ha escrito esas cartas no puede ser culpable. Léalas, Monsieur Brisson, léalas una noche con los suyos, junto al hogar. Se le llenarán los ojos de lágrimas. [...]

Además, se ha aliado usted con la prensa inmundada. Al igual que ella, siguiendo sus pasos, envenena a la nación con mentiras. Recubre las paredes de las calles de falsedades

y cuentos estúpidos, como si quisiera agravar aún más la desastrosa crisis moral que atravesamos. ¡Ah, pobre pequeño pueblo de Francia, qué espléndidas clases de educación

cívica lo están impartiendo, a ti, que tanta falta te haría hoy, para tu salvación futura, una

buena lección de verdad!

En suma, Monsieur Brisson, ya que estamos aquí, conversando tranquilamente, creo mi deber advertirle que espero, con viva curiosidad, ver cómo entiende usted la libertad individual y el respeto a la justicia, el lunes que viene, en el juicio de Versalles. [...]

Allá, es usted dueño y señor, ninguno de sus ministros podrá intervenir, ya que, además de presidente del Consejo, es usted ministro del Interior, y responde de la tranquilidad de

la calle. Así pues, sabremos en qué condiciones estima que debe acudir un acusado ante la justicia, y si es admisible que se le insulte y se le amenace, y si tan bárbaro espectáculo

no supone un inmenso deshonor para Francia. Estoy convencido de que mis amigos y yo

no nos hemos visto nunca expuestos a un serio peligro. Pero ¡tanto da! Como es menester

preverlo todo, declaro de antemano, Monsieur Brisson, que si nos asesinan el lunes, será usted el asesino.

Para terminar, deje que me asombre otra vez al ver lo mezquinos que son todos ustedes. Comprendo que no haya entre ustedes nadie orgulloso, apasionado y enamorado de un ideal, que entregue su fortuna y su vida por el único placer de ser justo y que esté dispuesto a comprometerse a fin de que reluzca la verdad. Sin embargo, hombres ambiciosos sí los hay; es más, yo diría que sólo hay hombres ambiciosos. Entonces, ¿cómo es posible que de esta horda no surja al menos un ambicioso inteligente y despierto,

audaz y fuerte, uno de esos ambiciosos de grandes miras, con una visión clara de las cosas, de manos largas, capaz de ver dónde se juega la verdadera partida y de jugarla valientemente?

Veamos, ¿cuántos entre ustedes ambicionan la presidencia de la República? Todos, ¿no es así? Se miran de reojo unos a otros, creen superar al vecino en los negocios, unos por prudencia, otros por popularidad, algunos por austeridad. Me hacen reír, porque ninguno

de ustedes parece sospechar que, dentro de tres años, el político que llegue al Elíseo será el que haya restaurado en nosotros el culto a la verdad y la justicia, empezando por la revisión del caso Dreyfus.

Créame, los poetas tienen algo de videntes. Dentro de tres años, Francia ya no será Francia; Francia habrá muerto, a no ser que se halle en la presidencia el jefe político, el ministro justo y sensato que haya pacificado la nación. [...]

Justicia

El artículo que sigue se publicó en L'Aurore el 5 de junio de 1899.

Diez meses y medio transcurrieron entre éste y el artículo anterior. El 18 de julio de 1898, al fracasar el recurso que Labori, mi abogado, presentó con la intención de aplazar de nuevo el caso, comparecimos ante la Audiencia de Versalles; el tribunal me condenó otra vez a un año de cárcel y a una multa de tres mil francos. Esa misma noche

salí para Londres para que no pudieran notificarme la sentencia y ésta no pudiera ejecutarse.

Resumiré ahora los hechos más importantes ocurridos durante el largo lapso que transcurrió entre el precedente y este artículo. El 31 de agosto de 1898, el coronel Henry, tras haber confesado su falsificación, se suicida en Mont-Valérien. El 26 de septiembre, se presenta ante el Tribunal Supremo la petición de revisión. El 29 de octubre, el Supremo admite a trámite el recurso y dice que se procederá a una instrucción suplementaria. El 31, el gabinete Dupuy sustituye al gabinete Brisson. El 16 de febrero de 1899, fallece el presidente Félix Faure y el 18 de febrero le sustituye el presidente Émile Loubet. Las Cámaras votan la ley de revocación el 1 de marzo. Por fin,

después de que el Tribunal Supremo anulase la sentencia de 1894, volví a Francia, el 5 de junio, la misma mañana en que se publicaba este artículo. Por otra parte, el 10 de agosto de 1898, el Tribunal Supremo, confirmando la sentencia pronunciada por la Audiencia, me condenó en rebeldía a un mes de cárcel, a una multa de mil francos y a pagar diez mil francos por daños y perjuicios a cada experto. A instancias de los querellantes (los expertos Belhomme, Varinard y Couard), durante mi ausencia, mi casa

fue embargada el 23 y el 29 de septiembre, y la subasta se celebró el 20 de octubre; se adjudicó una mesa por treinta y dos mil francos, cantidad a la que ascendía la multa impuesta. El 26 de julio, el comité de la Orden de la Legión de Honor creyó su deber suspenderme de mi grado de oficial.

Pronto hará once meses que me fui de Francia. Durante once meses, sin interrupción, me impuse el exilio más absoluto, el retiro más anónimo, el más completo silencio. Me encontraba como un muerto voluntario que yace en una secreta tumba en espera de que reluzcan la verdad y la justicia. Y hoy que la verdad ha vencido, que por fin reina la justicia, renazco, regreso y recupero mi lugar en suelo francés. [...]

Sin embargo, lo que hoy no digo, lo que algún día contaré, es el quebranto, la amargura de aquel sacrificio. La gente olvida que no soy un amante de las polémicas ni un político

que saca provecho de las disputas. Soy un escritor libre que en su vida solo tuvo un afán,

el de la verdad, y que luchó por ella en todos los campos de batalla. Hace ya casi cuarenta

años que sirvo a mi país con la pluma, con todo mi valor, con toda la energía de mi trabajo y buena fe. Y os aseguro que duele horriblemente irse solo en una noche oscura, ver cómo a lo lejos se van borrando las luces de Francia cuando se ha luchado por su honor,

por que mantenga su gran labor justiciera entre los pueblos. ¡Yo! ¡Yo, que la he exaltado en más de cuarenta obras! ¡Yo, que convertí mi vida en un prolongado afán por

llevar su nombre a los cuatro extremos del mundo! ¡Yo, irme así, huir así, con aquella jauría de miserables y de locos pisándome los talones, persiguiéndome con amenazas e insultos! Son esas horas atroces que calan en el alma y la vuelven para siempre invulnerable a las heridas. Después, durante los largos meses de exilio que siguieron, ¿puede alguien imaginarse la tortura de sentirse muerto entre los vivos en la espera cotidiana del despertar de la justicia, diariamente aplazada? Ni al peor de los criminales le deseo el sufrimiento que, desde hace once meses, me ha causado la lectura de los comunicados

que llegaban de Francia a aquella tierra extranjera, donde resonaban como un eco espantoso de locura y desastre. Es menester haber paseado con ese tormento durante largas horas solitarias, es menester haber vivido de lejos, y siempre solo, la crisis en que se hundía la patria, para saber qué es el exilio en las trágicas condiciones que acabo de vivir. Y los que piensan que me fui para huir de la cárcel y para divertirme en el extranjero, a buen seguro con el oro judío, son unos desgraciados que me inspiran cierto asco y mucha piedad.

Yo debía regresar en octubre. Habíamos decidido esperar a la reapertura de las Cámaras, en previsión de algún acontecimiento imprevisto, lo cual era para nosotros, tal como estaban las cosas, un acontecimiento seguro. Y he aquí que ese imprevisto no esperó a octubre, sino que estalló a finales de agosto, con la confesión y suicidio del coronel Henry.

Al día siguiente mismo, quise regresar. En mi opinión, se imponía la revisión del caso, la inocencia de Dreyfus iba a ser inmediatamente reconocida. Por lo demás, y dado que siempre me había limitado a pedir la revisión, mi papel debía terminar forzosamente no bien se reuniera el Tribunal Supremo, y estaba dispuesto a eclipsarme. En cuanto a mi proceso, no era ya a mis ojos sino una pura formalidad, ya que la prueba presentada por los generales De Pellieux, Gonse y De Boisdeffre, a tenor de la cual me había condenado

el jurado, era un documento falso cuyo autor acababa de refugiarse en la muerte. Así pues, me disponía a regresar cuando mis amigos de París, mis consejeros, todos los que se habían mantenido en la brecha, me escribieron cartas llenas de inquietud. La situación

seguía siendo grave. Lejos de resolverse, la revisión parecía aún incierta. Monsieur Brisson, el jefe del gabinete, se topaba con obstáculos que resurgían sin cesar; traicionado

por todos, no disponía siquiera de un simple comisario de policía. De tal modo que mi regreso, en medio de encendidas polémicas, aparecía como un pretexto para nuevas violencias, un peligro para la causa, un trastorno más para el Ministerio en su ya ardua labor. Deseoso de no complicar la situación, tuve que inclinarme y consentí en esperar un

poco más.

Cuando se reunió por fin la Sala de lo Criminal, decidí volver. [...] Pero me llegaron nuevas cartas suplicándome que esperara, que no precipitara las cosas. [...] Y me incliné una vez más; y me quedé allí, sometido al tormento de mi soledad y de mi silencio.

Cuando la Sala de lo Criminal, admitiendo la petición de revisión, decidió abrir una amplia investigación, quise regresar. En esa ocasión, lo confieso, me sentía completamente descorazonado, comprendía que la investigación se prolongaría durante largos meses, y presentía la angustia continua en que me haría vivir. [...] Todas las acusaciones que había formulado en mi «Carta al presidente de la República» se veían confirmadas. Mi misión se había cumplido, no tenía más que regresar a mi puesto. Y sentí un dolor enorme, una gran indignación, primero, al hallar en mis amigos la misma

resistencia a mi regreso. Seguían en plena batalla, me escribían que yo no podía juzgar la situación como ellos, que sería un peligroso error pretender que se reiniciara mi proceso paralelamente a la investigación del tribunal. [...]

Por eso, pasados ya once meses, todavía no he regresado. Manteniéndome al margen, sólo he actuado, igual que el día en que me embarqué en la lucha, como un soldado de la verdad y la justicia. Tan sólo he sido un buen ciudadano que lleva su abnegación hasta el

exilio, hasta la total desaparición, que consiente en dejar de existir a fin de lograr la pacificación del país y de no exacerbar inútilmente las sesiones del monstruoso caso. Debo confesar asimismo que, ante la certeza de la victoria, reservaba mi proceso como el

recurso supremo, la lamparita sagrada con que se haría de nuevo la luz si las fuerzas malignas llegaran a apagar el sol.

[...] Con todo, aunque para mí haya concluido esta lucha, aunque de la victoria no me interese sacar beneficio, cargo político, colocación ni honor alguno, aunque mi única ambición

es la de proseguir mi lucha en pro de la verdad con la pluma, mientras mi mano pueda sostenerla, querría hacer constar, antes de lanzarme a otras luchas, la prudencia y la moderación de que hice gala en la batalla. ¿Quién no recuerda los abominables clamores con que se acogió mi «Carta al presidente de la República»? Me tacharon de ofensor del ejército, de vendido, de apátrida. Algunos amigos míos del mundo de las letras, consternados, aterrados, se apartaban de mí, me abandonaban, horrorizados ante mi crimen. Se escribieron artículos que atormentaran la conciencia de los que los firmaron. En suma, jamás un escritor brutal, demente o enfermo de orgullo había dirigido

a un jefe de Estado carta más grosera, mentirosa y criminal. Pero ¡que lean ahora mi pobre carta! Me avergüenzo un poco, lo confieso, de su discreción, de su oportunismo, casi diría de su cobardía. Ya que me estoy confesando, no me cuesta reconocer que suavicé mucho las cosas, que pasé muchas otras por alto, cosas que son hoy ya conocidas

y están demostradas, cosas que me negaba a creer porque se me antojaban monstruosas y disparatadas. Si, sospechaba ya por entonces del coronel Henry, pero carecía de pruebas,

hasta el punto que juzgué prudente no ponerlo en entredicho. Adivinaba bastantes historias,

habían llegado a mis oídos algunas revelaciones tan terribles que, dadas sus espantosas consecuencias, no me sentí autorizado a revelarlas. ¡Y resulta que ya se han revelado, que se han convertido en la verdad banal al orden del día! Mi pobre «Carta» ha

perdido fuerza; comparada con la soberbia y feroz realidad, parece infantil, una simple novelita rosa, la obra de un literato tímido.

Repito que no siento el deseo ni la necesidad de triunfar. No obstante, he de hacer constar que los acontecimientos, en la hora actual, han venido a confirmar todas mis acusaciones. La investigación ha dejado patente la culpabilidad de todas las personas a las que acusé. Lo que declaré, lo que preví, ahí está, evidente. Lo que más me enorgullece

es que mi carta carecía de violencia; era una carta fruto de la indignación, pero digna de

mí: nadie sera capaz de hallarle un insulto, una palabra de más, solo el altivo dolor de un

ciudadano que pide justicia al jefe del Estado. Tal ha sido el eterno sino de mis obras: nunca llegué a escribir un libro, una página, sin que me colmaran de mentiras y de insultos, pese a que, más tarde, se vieran obligados a darme la razón. [...]

El quinto acto

El texto apareció en L'Aurore el 12 de septiembre de 1899.

Yo había impugnado la sentencia de la Audiencia de Versalles y el veredicto del Tribunal Supremo de Paris, referentes a la denuncia de los expertos, y esperé. La justicia, por su parte, no tenía prisa, pues deseaba conocer el resultado del nuevo proceso a Dreyfus celebrado en Rennes. El gabinete Dupuy, que cayó el 12 de junio de 1899, acababa de ser reemplazado por el gabinete Waldeck-Rousseau el 22 de junio. El 1 de julio, una noche tormentosa, Dreyfus desembarcó en Francia; el 8 de agosto se inició el nuevo juicio y el 9 de septiembre un consejo de guerra condenó a Dreyfus por segunda vez. Al día siguiente escribí este artículo.

Estoy aterrado. No siento ya rabia, o indignación ávida de venganza, o deseo de denunciar el crimen, de pedir que castiguen ese crimen en nombre de la verdad y de la justicia, sino que siento miedo, siento el terror sagrado de quien ve cómo lo imposible se

vuelve posible, cómo retroceden los ríos a sus fuentes y cómo tiembla la tierra bajo el sol.

Mi grito denuncia el desamparo de nuestra generosa y noble Francia, el terror al abismo hacia donde se desliza.

Como decía en mi «Carta al presidente de la República» después de la escandalosa absolución de Esterhazy, es imposible que un consejo de guerra deshaga lo que hizo otro

consejo de guerra. Va contra la disciplina. Y la sentencia del consejo de guerra de Rennes, con su indecisión jesuítica y su falta de valor para decir sí o no, pone de manifiesto que la justicia militar no puede ser justa porque carece de libertad y porque niega las evidencias; prefiere condenar de nuevo a un inocente antes que dudar de la propia

infallibilidad. Ya no es un instrumento de ejecución en las manos de los superiores.

Ahora no pasaría de ser una justicia expeditiva propia de tiempos de guerra. En tiempos de paz, esa clase de justicia debe desaparecer, pues carece de equidad, de simple lógica y

de sentido común. Se ha condenado ella misma. [...]

A Cristo lo condenaron sólo una vez. Pero ¡que se hunda todo, que caiga Francia víctima de escisiones, que la patria incendiada se derrumbe entre los escombros, que el mismo ejército pierda su honor, todo antes que confesar que unos compañeros se equivocaron y que unos superiores pudieron mentir y falsificar! El ideal será crucificado y el sable seguirá siendo rey. [...]

Voy a hablar de una vez, sin reparos, de mi temor. Siempre fue, como ya di a entender en varias ocasiones, el temor de que la verdad, la prueba decisiva y contundente, nos viniera de Alemania. No conviene seguir callando por más tiempo ese peligro mortal. Irradia demasiada luz y hay que enfrentarse con valor a la posibilidad de que Alemania, con un golpe fulminante, provoque el quinto acto. [...] Me aterra pensar que Alemania, que tal vez sea mañana nuestra enemiga, nos abofetee con las pruebas que posee.

Veán ustedes. El consejo de guerra de 1894 condena a Dreyfus, un inocente; el consejo de guerra de 1898 declara inocente a Esterhazy, un culpable; y nuestro enemigo conserva

las pruebas del doble error de nuestra justicia militar; y Francia se obceca tranquilamente

en este error, acepta el escalofriante peligro que la amenaza. Alemania, dicen, no puede utilizar documentos procedentes del espionaje. Pero ¿quién sabe? [...]

Carta a la esposa de Alfred Dreyfus

Este artículo se publicó en L'Aurore el 29 de septiembre de 1899.

Lo escribí cuando el presidente Loubet hubo firmado el indulto de Alfred Dreyfus, el 19 de septiembre, y el inocente, por dos veces condenado, fue devuelto a su familia. Yo estaba decidido a guardar silencio mientras la Audiencia de Versalles no se pronunciase

con respecto a mi caso; sólo allí hubiera hablado. Pero debido a algunas circunstancias,

no pude permanecer callado.

Señora,

[...] Dreyfus puede ya dormir tranquilo y confiado en el dulce hogar que cuida usted con sus piadosas manos. Cuento con nosotros para la glorificación de su marido.

Nosotros, los poetas, somos los que otorgamos la gloria, y le reservaremos un papel tan grande que ningún hombre de nuestra época dejará un recuerdo tan conmovedor. [...]

También somos nosotros, señora, los que ponemos en la picota eterna a los culpables.

Las generaciones desprecian y escarnecen a quienes condenamos. Hay nombres criminales que, cubiertos de infamia por nosotros, pasan a ser por siempre inmundos desechos. La justicia inmanente se reservó ese instrumento de castigo; encargó a los poetas que legaran a la execración de los siglos a aquellos cuya maldad social y cuyos crímenes excesivos escapan a los tribunales ordinarios.

[...] No obstante, hay que olvidar, señora, sobre todo hay que despreciar. Resulta de gran ayuda, en la vida, mostrar desdén hacia villanías y ultrajes. A mí siempre me fue muy útil. Hace ya cuarenta años que trabajo, que resisto gracias al desprecio que siento por las injurias que me han valido cada una de mis obras. Y desde hace dos años, desde que estamos combatiendo por la verdad y la justicia, la ola innoble ha crecido tanto a nuestro alrededor que hemos salido blindados para siempre, invulnerables a las heridas. Por lo que a mí se refiere, borré de mi vida muchas páginas inmundas, a muchos

hombres cubiertos de barro. Ya no existen, ignoro sus nombres cuando caen ante mis ojos, evito hasta las reseñas que se publican de sus escritos. Por higiene, simplemente. Ignoro si siguen ahí; mi desprecio les ha expulsado de mi mente en la espera de que vayan a parar a

la cloaca. [...]

Carta al Senado

Esta carta apareció en L'Aurore el 29 de mayo de 1900.

Ocho meses más habían pasado entre éste y el artículo que le precede. La Exposición Universal había abierto sus puertas el 15 de abril de 1900; nos hallábamos, pues, en plena tregua. Mi proceso de Versalles se veía aplazado de sesión en sesión. Cada tres meses me citaban para que no caducara lo prescrito; y, al día siguiente, recibía otro papel en el que me avisaban de que no hacía falta que me molestase. Igual sucedía con mi pleito contra los tres expertos, los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, retrasado

de mes en mes, indefinidamente. Fueron precisos quince meses, tras el indulto de Alfred Dreyfus, para que madurara el monstruo, la ley de amnistía, la ley infame.

Señores senadores,

el día en que, con hartío sentimiento, votaron la llamada ley de revocación cometieron

ustedes un primer error. [...]

Hoy, se les pide que cometan un segundo error, el último, el más torpe y peligroso. Ya no se trata tan sólo de una ley de revocación, sino de una ley de estrangulamiento. [...]

Hace ya más de dos meses, señores senadores, que solicité que su Comisión me escuchara porque deseaba expresarle mi protesta contra el proyecto de amnistía que nos amenazaba. Hoy escribo esta carta para reiterar mi protesta aún con mayor energía, en vísperas del día en que van a ser convocados para discutir esa ley de amnistía que, desde mi punto de vista, es como una negligencia de la justicia y, desde el punto de vista de nuestro honor nacional, como una mancha imborrable. [...]

Afirmé que la amnistía se hacía contra nosotros, contra los defensores del derecho, para salvar a los auténticos criminales, cerrándonos la boca con una clemencia hipócrita e injuriosa, pasando por el mismo rasero a gente honrada y a sinvergüenzas, equívoco supremo que terminará por pudrir la conciencia nacional. [...]

Los pensamientos cobardes nacen de las mentes más firmes, hay demasiados cadáveres, se excava un agujero para enterrarlos aprisa creyendo que, como nadie los verá, ya no se hablará de ello, y a riesgo de que su descomposición atravesase la delgada capa de tierra que les cubre y no tarde en hacer que reviente de peste el país entero.

Buena idea, ¿no? Todos estamos de acuerdo en que el mal, cuando sube de las ocultas profundidades del cuerpo social y sale a plena luz del día, es espantoso. Sólo discrepamos

acerca de cómo debe curarse. Ustedes, hombres que llevan el timón, ustedes entierran, dan la impresión de creer que lo que no se ve, ya no existe; en cambio, nosotros, simples

ciudadanos, querríamos limpiar enseguida, quemar los elementos podridos, acabar de una

vez con los fermentos de destrucción para que todo el cuerpo recobre la salud y la fuerza.

Y el mañana dirá quién tenía razón.

La historia es muy sencilla, señores senadores, pero no está de más resumirla aquí.

Al principio, en el caso Dreyfus, no se dio más que un problema de justicia, el error judicial que algunos ciudadanos, sin duda de corazón más tierno y más justo que otros, quisieron reparar. A primera vista, no vi otra cosa. Y a medida que se desarrollaba ese monstruoso episodio, a medida que aumentaban las responsabilidades, que éstas alcanzaban a superiores militares, a funcionarios, a hombres del poder, el problema no tardó en adueñarse de todo el cuerpo político, transformando la célebre causa en una terrible crisis general durante la cual parecía que tuviera que decidirse la suerte de la misma Francia. Así, poco a poco, dos partidos se vieron enfrentados: de un lado, toda la reacción, todos los adversarios de la República verdadera, la que deberíamos tener, todas

las mentalidades que, quizá sin saberlo, están a favor de la autoridad bajo sus diversas formas: religiosa, militar, política; del otro, la libre acción hacia el futuro, todos los cerebros liberados por la ciencia, todos los que buscan la verdad, la justicia, y que creen en el progreso continuo, cuyas conquistas algún día acabarán por proporcionarnos la mayor felicidad posible. A partir de ese momento, la lucha fue despiadada.

El caso Dreyfus, que era un asunto judicial, y que siempre debió serlo, se convirtió en un asunto político. Ése fue el veneno. Brindó la ocasión de que saltara bruscamente a la superficie la oscura labor de emponzoñamiento y descomposición a que se entregaban los

adversarios de la República desde hacía treinta años para minar el régimen. Hoy nadie pone en duda que Francia, la última de las grandes naciones católicas poderosas, fue

elegida por el catolicismo, o mejor dicho, por el papismo, para restaurar el desfalleciente

poder de Roma; de ese modo, se produjo una callada invasión, y los jesuitas, por no mencionar otros instrumentos religiosos, se apoderaron de la juventud con incomparable habilidad; tan hábilmente que, una mañana, Francia, la Francia de Voltaire, que a pesar de todo aún no ha vuelto a los curas, despertó clerical en manos de una Administración, de una Magistratura, de un gran ejército que recibe de Roma sus consignas. Cayeron de golpe las ilusorias apariencias, comprendimos que de República solo teníamos el nombre,

percibimos que estábamos pisando un terreno totalmente minado, y que cien años de conquistas democráticas iban a desmoronarse.

[...] ¿Cómo procesar al general Mercier, mentiroso y falsario, cuando todos los generales se solidarizan con él? ¿Cómo denunciar ante los tribunales a los auténticos culpables cuando se sabe que hay magistrados que los absolverán? ¿Cómo gobernar, en fin, con honestidad cuando ni un solo funcionario ejecutará honestamente las órdenes?

En

tales circunstancias, el poder necesitaba un héroe, un gran hombre de Estado resuelto a salvar a su país, siquiera mediante la acción revolucionaria. [...] El antisemitismo no ha sido más que la explotación grosera de odios ancestrales, con ánimo de despertar las pasiones religiosas en un pueblo de no creyentes que no acudían ya a la iglesia. El nacionalismo no ha sido sino la explotación igualmente grosera del noble amor a la patria, táctica de abominable política que llevará derecho al país a la guerra civil el día en

que hayan convencido a la mitad de los franceses de que la otra mitad los traiciona y los vende al extranjero, por el mero hecho de pensar de manera distinta. Así han podido formarse

ciertas mayorías, que han profesado que lo cierto era lo falso, lo justo lo injusto, que no han querido atenerse a razones, condenando a un hombre por ser judío, persiguiendo con gritos de muerte a los supuestos traidores, cuyo único afán era salvaguardar el honor de Francia en medio del desmoronamiento de la razón nacional. A partir de ese momento, no bien pudo creerse que el propio país se pasaba a la reacción,

en su arrebatado de enfermiza locura, se fue al garete la parva bravura de las Cámaras y del Gobierno. Enfrentarse a las posibles mayorías, ¡valiente idea! El sufragio universal,

que parece tan justo, tan lógico, tiene el horrendo defecto de que todo elegido del pueblo

pasa a ser el candidato del mañana, esclavo del pueblo en su ávido afán de ser reelegido; de tal suerte que, cuando el pueblo enloquece, en uno de esos ataques que hemos presenciado, el elegido se halla a merced de ese loco, opina como él, si no es capaz de pensar y de actuar como un hombre libre. Y ése es el doloroso espectáculo al que asistimos

desde hace tres años: un Parlamento que no sabe utilizar su mandato por temor a perderlo, un Gobierno que, tras permitir que Francia caiga en manos de los reaccionarios,

de los envenenadores públicos, teme a cada instante que lo derriben y hace las peores concesiones a los enemigos del régimen que representa por el mero afán de mandar unos

días más.

[...] Esta ley de amnistía que aprobáis para ellos, para salvar a sus superiores del

presidio, claman que os la arrancamos nosotros. Son ustedes unos traidores, los ministros son unos traidores, el presidente de la República es un traidor. Y cuando hayan votado ustedes la ley, habrán actuado como traidores y para salvar a traidores. [...]

Ante tan grave peligro, sólo podía hacerse una cosa, aceptar la lucha contra todas las fuerzas del pasado coaligadas, rehacer la Administración, rehacer la Magistratura, rehacer el alto mando, por cuanto todo eso se hallaba inmerso en la podredumbre clerical. Iluminar al país con actos, decir toda la verdad, impartir toda la justicia. [...]

Una de las cosas que me causan sorpresa, señores senadores, es que se nos acuse de querer reabrir el caso Dreyfus. No lo entiendo. Hubo un caso Dreyfus, un inocente torturado por verdugos que no ignoraban su inocencia, y ese caso, gracias a nosotros, ha concluido, con respecto a la propia víctima, a quien los verdugos se han visto obligados a devolver a su familia. El mundo entero conoce hoy la verdad, nuestros peores adversarios no la ignoran, la confiesan a puerta cerrada. Llegado el momento, la rehabilitación será una mera fórmula jurídica, y Dreyfus apenas nos necesita, porque está libre y porque tiene a su alrededor, para ayudarlo, a la admirable y valerosa familia que nunca dudó de su honor ni de su liberación.

¿Por qué, entonces, íbamos a querer reabrir el caso Dreyfus? Amen de que eso no tendría ningún sentido, tampoco beneficiaría a nadie. Lo que nosotros queremos es que el caso Dreyfus concluya con el único desenlace que puede devolver la fuerza y la tranquilidad al país, y éste es que los culpables reciban su castigo, no para alborozarnos de ello, sino para que el pueblo sepa por fin la verdad y que la justicia traiga la paz, lo único verdadero y sólido. [...]

Nadie ignora que los numerosos documentos facilitados por Esterhazy al agregado militar alemán, Schwartzkoppen, están en el Ministerio de la Guerra, en Berlín. [...]

Pues bien, admito que pueda estallar una guerra mañana entre Francia y Alemania, y he aquí ante la espantosa amenaza: antes mismo de que se dispare un tiro de fusil, antes de que se libere una batalla, Alemania publicará en un folleto el expediente Esterhazy; y yo digo que la batalla estará perdida, que habremos sido derrotados ante el mundo entero sin haber podido siquiera defendernos. [...]

He contestado al presidente de su Comisión que yo disponía de un nuevo dato, que si bien no tenía la verdad, sabía perfectamente dónde encontrarla, y que me limitaba a pedirle al presidente del Consejo que invitara al ministro de Justicia a que aconsejara a su vez al presidente de la Sala de lo Criminal, en Versalles, que no detuviera a la comisión rogatoria cuando yo le pidiera que mandara interrogar a Monsieur Schwartzkoppen. Así concluiría el caso Dreyfus y Francia se salvaría de la más terrible de las catástrofes. [...]

No cometeré, señores senadores, ni por un instante, la ingenuidad de creer que esta carta les impresionará, ya que les considero firmes partidarios de votar la ley de amnistía.

Es fácil prever su voto, porque será el fruto de su prolongada debilidad e impotencia. Se imaginan que no pueden obrar de otro modo porque no tienen el valor de obrar de otro modo.

Escribo esta carta simplemente por el gran honor que supone haberla escrito. Cumpló

con mi deber y dudo de que ustedes cumplan con el suyo. La ley de revocación fue un crimen jurídico, la ley de amnistía sera una traición cívica, sera abandonar la República en manos de sus peores enemigos.

Vótenla, no tardarán en recibir su castigo. Con el tiempo, será su vergüenza.

Carta a Monsieur Loubet, presidente de la República

Esta carta apareció en L'Aurore el 22 de diciem bre de 1900.

Siete meses más transcurrieron entre éste y el artículo que le precede. La Exposición Universal cerró sus puertas el 12 de noviembre, y convenía terminar de una vez, estrangular definitivamente la verdad y la justicia. Y así fue. Ya no se celebraría mi juicio de Versalles, me privaron de mi derecho absoluto a apelar contra una condena en

rebeldía. Brutalmente, suprimieron la verdad que yo hubiera podido conseguir, la justicia que les hubiese exigido. Asimismo, aún corren sueltos los tres expertos, los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, con los treinta mil francos en el bolsillo; habrá que volver a empezar desde el inicio ante la justicia civil. Lo hago constar, eso es todo, y no me quejo, pues de todos modos mi obra está hecha.

Para refrescar las memorias, quiero añadir que aún hoy, en febrero de 1901, sigo suspendido de mi grado de oficial de la Orden de la Legion de Honor.

Señor presidente,

[...] si las Cámaras votaron, y con gran pesar, la ley de amnistia, se supone que fue para asegurar la salvación del país. Después de haberse metido en ese atolladero, su Gobierno

se ha visto obligado a elegir el camino de la defensa republicana, pues ha visto su solidez.

El caso Dreyfus sirvió para demostrar qué peligros ame nazaban a la República bajo el doble complot del clericalismo y del militarismo, que actuaban en nombre de todas las fuerzas reaccionarias del pasado. Por lo tanto, el plan político del gabinete es muy sencillo: deshacerse del caso Dreyfus sofocándolo, dando a entender a la mayoría que, si

no obedece dócilmente, no obtendrá las reformas prometidas. Todo eso estaría muy bien,

si, para salvar a la nación de la ponzoña clerical y militar, no la hubieran arrojado a esa otra ponzoña del embuste y de la iniquidad en que agoniza desde hace tres años.

[...] Así pues, ¿acaba la justicia absoluta donde comienza el interés de un partido? ¡Ah, qué grato es ser un solitario, no pertenecer a ninguna secta, no depender más que de la propia conciencia, y qué fácil es seguir nuestro propio camino, no amando más que la verdad, deseándola, aunque tiemble la tierra y haga caer el cielo!

Hay una expresión, señor presidente, que me enoja cada vez que me tropiezo con ella: ese tópico que consiste en decir que el caso Dreyfus ha hecho mucho daño a Francia. Lo he encontrado en todas las bocas, bajo todas las plumas, amigos míos acostumbran a decirlo y quizás hasta yo lo haya dicho. Sin embargo, no conozco expresión más falsa.

[...] El bien inmenso que le ha hecho a Francia el caso Dreyfus, ¿no radica precisamente en haber sido una cosa pútrida, el grano que brota en la piel y revela la porquería interna?

No está de más recordar aque lla época en que la gente se encogía de hombros ante el peligro clerical, cuando se consideraba elegante burlarse de Homais, volteriano ridículo y

trasnochado. Todas las fuerzas reaccionarias habían recorrido el subsuelo de nuestro gran

París minando la República, calculando que se apoderarían de la ciudad y de Francia el

día en que se derrumbaran las actuales instituciones. Y el caso Dreyfus lo desenmascara todo antes de que se cierre el cerco estrangulador, por fin los republicanos se dan cuenta de que, como no pongan orden, les van a confiscar la República. Todo el movimiento de defensa republicana nace de ahí y, si Francia logra salvarse del extenso complot de la reacción, lo deberá al caso Dreyfus.

Pero hay que concretar un poco, señor presidente. Sólo le escribo para poner punto final a este caso, y me parece oportuno volver a sacar a colación las acusaciones que presenté ante Monsieur Félix Faure, para dejar bien sentado, definitivamente, que eran justas, moderadas, insuficientes incluso, y que la ley promulgada por su Gobierno amnistía en mi caso a un inocente.

Acusé al teniente coronel Du Paty de Clam de «haber sido el diabólico artifice del error judicial, quiero creer que por inconsciencia, y de haber defendido posteriormente su nefasta obra, a lo largo de tres años, mediante las más descabelladas y delictivas maquinaciones». Discreta y cortés acusación, ¿no es cierto?, para quien ha leído el terrible informe del capitán Cuignet, quien llegó a acusar a Du Paty de Clam de falsedad.

Acusé al general Mercier de «haberse hecho cómplice, cuando menos por debilidad de carácter, de una de las mayores iniquidades del siglo». Ahora haré una honorable rectificación y retiraré lo de la debilidad de carácter. Pero, así como al general Mercier no

se le puede aplicar la disculpa por esa debilidad, es totalmente responsable de los actos que le imputa el Tribunal Supremo y que el Código califica de criminales.

Acusé al general Billot de «haber tenido en sus manos las pruebas evidentes de la inocencia de Dreyfus y de haber echado tierra sobre el asunto, de ser culpable de ese delito de lesa humanidad y de lesa justicia con fines políticos y para salvar al Estado Mayor, que se veía comprometido en el caso». Todos los documentos que se conocen hasta el momento dejan claro que el general Billot estaba forzosamente al corriente de las

criminales maniobras de sus subordinados; y yo añado que el expediente secreto de mi padre fue entregado a un periódico inmundo por orden suya.

Acusé al general De Boisdeffre y al general Gonse de «ser cómplices del mismo delito, el uno sin duda por apasionamiento clerical, el otro quizá por ese corporativismo que convierte al Ministerio de la Guerra en un lugar sacrosanto, inatacable». El general De Boisdeffre se juzgó a sí mismo al día siguiente de ser descubierto el falsario de Henry, cuando presentó su dimisión e hizo mutis por el foro, trágica caída en un hombre que ascendió hasta los más altos escalafones, hasta las más altas funciones, y se hundió en la nada. En lo tocante al general Gonse, es uno de esos personajes a quienes la amnistía exime de las más graves responsabilidades, cuando su culpabilidad era palmaria.

Acusé al general De Pellieux y al comandante Ravary de «haber realizado una investigación perversa, esto es, una investigación monstruosamente parcial que nos depara, con el informe del segundo, un imperecedero monumento de cándida audacia».

A

poco que releamos la instrucción del Tribunal Supremo, descubriremos en ella la colusión establecida, probada, por los documentos y por los testimonios más abrumadores. La instrucción del caso Esterhazy fue una impudente farsa judicial.

Acusé a los tres expertos en escritura, los caballeros Belhomme, Varinard y Couard, de «haber redactado informes mendaces y fraudulentos, a menos que una revisión médica declare que estos señores padecen una enfermedad de la vista o mental». Tales eran mis palabras a la vista de la extraordinaria afirmación de esos tres expertos, según los cuales el escrito no era de Esterhazy, error que, a mi entender, no hubiera cometido ni un niño

de diez años. Sabemos ya que el propio Esterhazy reconoce haber escrito ese documento.

Y el presidente Ballot-Beaupré ha declarado solemnemente en su informe que, para él, no había duda posible.

Acusé a los servicios del Ministerio de la Guerra de «haber promovido en la prensa, particularmente en *L'Éclair* y en *L'Écho de Paris*, una abominable campaña a fin de desorientar a la opinión pública y encubrir sus propios errores». No insistiré aquí, porque considero que esto ha quedado claramente demostrado por todo lo que ha salido a relucir

desde entonces y por lo que los culpables se han visto obligados a confesar.

Acusé, por último, al primer consejo de guerra de «haber violado el derecho al condenar a un acusado basándose en una prueba que permaneció secreta», y acusé al segundo consejo de guerra de «haber ocultado esa ilegalidad, por decreto, cometiendo a su vez el delito jurídico de absolver conscientemente a un culpable». En lo que al primer consejo de guerra respecta, la confección de la prueba secreta ha sido claramente determinada por la instrucción del Tribunal Supremo, a incluso en el juicio de Rennes.

En

lo que respecta al segundo, la instrucción ha demostrado asimismo la colusión, la continua

intervención del general De Pellieux y la evidente presión con la que se obtuvo la absolución conforme al deseo de las instancias superiores.

Como ve usted, señor presidente, todas y cada una de mis acusaciones han quedado plenamente

confirmadas por los delitos y crímenes descubiertos, y reitero que tales acusaciones se nos antojan hoy muy pálidas y modestas ante el espantoso cúmulo de abominaciones cometidas. [...]

Ha concluido, señor presidente, al menos por el momento, ese primer periodo del caso, cerrado sin remedio por la amnistía.

Nos han prometido, como indemnización, la justicia de la Historia. Se parece un poco al paraíso católico, que sirve para que los miserables cándidos que se mueren de hambre en esta Tierra no se impacienten. Sufrid, hermanos, comed vuestro pan seco, acostaos en

la dura piedra mientras los afortunados de este mundo duermen sobre plumas y se alimentan de exquisiteces. Dejad también que los malvados ocupen los altos cargos mientras a vosotros, los justos, os empujan hacia el arroyo. Dicen también que, cuando todos hayamos muerto, las estatuas serán para nosotros. Por mí, de acuerdo; pero espero que la revancha de la Historia sea más seria que las delicias del paraíso. No obstante, me hubiera gustado ver un poco de justicia en este mundo. [...]

Nos han prometido la Historia, y también yo le remito a ella, señor presidente. La Historia contará lo que usted ha hecho, tendrá usted también su página. Acuérdesse de aquel pobre Félix Faure, aquel curtidor deificado, tan popular en sus comienzos, que llegó a impresionarme con su aire de bonachón democrático; ahora será para siempre el hombre injusto y débil que permitió el martirio de un inocente. Reflexione, y dígame si no preferiría ser usted, en el mármol, el hombre de la verdad y de la justicia. Quizás aún esté a tiempo.

Yo sólo soy un poeta, un narrador solitario que cumple su tarea en un rincón, entregado en cuerpo y alma a su actividad. He comprendido que un buen ciudadano ha de limitarse

a aportar a su país el trabajo que realiza con menos torpeza; por eso me encierro yo entre mis libros. Y ahora me enfrasco de nuevo en ellos, pues la misión que yo mismo me encomendé ha tocado ya a su fin. Desempeñé siempre mi papel con la máxima honestidad, y ahora regreso definitivamente al silencio. Únicamente debo añadir que mis oídos permanecerán alerta y mis ojos muy abiertos. Me parece un poco a la hermana Ana, día y noche me preocupa que pueda verse algo en el horizonte, incluso confieso que tengo la esperanza tenaz de que no tardaré en ver llegar mucha verdad, mucha justicia, de los campos lejanos donde crece el futuro. Sigo esperando. Acepte, señor presidente, mi más profundo respeto.